

ARABIE SAOUDITE
**Aramco renonce
à un projet
d'augmentation de
production de pétrole**

P 16

PRÉPARATIFS POUR LE MOIS DE RAMADHAN

Des mesures pour éviter toute perturbation

Le plan spécial ramadhan est fin prêt. Une batterie de mesures ont été prises par le gouvernement visant à assurer un approvisionnement régulier des marchés et à stabiliser les prix des différents produits surtout de large consommation. P 3



FORMATION PROFESSIONNELLE-
PARTENAIRES ÉCONOMIQUES
**Signatures de plusieurs
conventions de
partenariat**

Plusieurs conventions de partenariat ont été signées, hier à Alger, entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des partenaires économiques, avec pour objectif d'assurer une main d'œuvre qualifiée et capable de suivre l'évolution technologique. **P 2**

PRODUCTION DE 15 MILLIONS
DE TONNES D'AGRUMES
**Cap sur la
transformation et
l'exportation**



Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Youcef Chorfa, s'est félicité, hier à Alger, des résultats encourageants réalisés par la filière des agrumes. Une production record a été enregistrée durant cette saison 2023-2024. **P 5**

SOMMET ITALIE-AFRIQUE
**L'Algérie vise à
concrétiser des
partenariats palpables**

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a insisté, lundi lors des travaux du Sommet Italie-Afrique à Rome, sur les efforts de l'Algérie visant à concrétiser des partenariats palpables devant renforcer la sécurité et la transition énergétiques en Afrique et dans la région euro-méditerranéenne. **P 4**

CONSEIL DE LA NATION

**Adoption du texte
de loi sur les risques
de catastrophes** **P 3**

SPIEF 2024

**Renforcement
de la coopération
russo-algérienne** **P 5**

FABRICATION D'ALIMENTS
POUR POISSON

**Entrée prochaine en
production d'une
unité à Ouargla** **P 3**

COOPÉRATION
Naissance d'un
Conseil d'affaires
algéro-belge

L'Ambassade de Belgique en Algérie a annoncé la naissance du Conseil d'Affaires algéro-belge (CABA). Ce conseil d'affaires se veut une plateforme d'échange et de collaboration pour les acteurs du monde des affaires, académique et de la culture intéressés par la promotion et le renforcement des relations commerciales et économiques entre la Belgique et l'Algérie, précise la représentation diplomatique belge en Algérie sur sa page Facebook. La même source précise que ses membres sont des « ressortissants belges ayant une activité professionnelle en Algérie ou des personnes chargées de représenter des intérêts belges en Algérie ». Ce Conseil est chargé de promouvoir et de renforcer les relations commerciales et économiques entre la Belgique et l'Algérie. Il a également pour mission de promouvoir l'image de la Belgique et l'expertise des entreprises belges en Algérie. En outre, il sera chargé d'accompagner les investisseurs belges intéressés par le marché algérien et de favoriser le dialogue, la coopération et l'échanges d'informations. Ce Conseil interviendra dans divers domaines, notamment, le commerce, l'innovation, l'hôtellerie, l'énergie, l'agriculture, l'agroalimentaire, le pharmaceutique, les biotechnologies, la construction, les transports, le développement durable, et les nouvelles technologies, ainsi que la recherche et développement.

FORMATION PROFESSIONNELLE-PARTENAIRES ÉCONOMIQUES

Signatures de plusieurs conventions de partenariat

Plusieurs conventions de partenariat ont été signées, hier à Alger, entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des partenaires économiques, avec pour objectif d'assurer une main d'œuvre qualifiée et capable de suivre l'évolution technologique.

Par R E.

Lors de la journée d'études organisée au Cercle national de l'Armée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, sur la relation entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et le partenaire professionnelle et partenariat économique-perspectives prometteuses", douze (12) conventions-cadre ont été signées entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger et des partenaires économiques. La cérémonie de signature a été coprésidée par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi et le président du Conseil du renouvellement économique algérien (CREA), Kamel Moula. Dans une déclaration à l'APS, le di-

recteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger, Mokhtar Bennaili a affirmé que la signature de ces conventions qui concernent différents domaines, tend à "développer l'esprit entrepreneurial chez les demandeurs de formation, à travers certaines nouvelles structures qui ont été introduites dans le secteur de la formation professionnelle, à l'instar de la maison de l'accompagnement, les clubs d'innovation et l'association des amateurs au niveau de tous les établissements de formation à travers le pays, ce qui permettra, selon lui, au secteur de concrétiser la transformation numérique et économique". Pour le même responsable, les établissements de formation "veillent à s'adapter aux transformations qui surviennent dans le domaine économique, à l'évolution technologique et aux changements dans les

programmes de formation, de même qu'ils tendent à introduire la technologie, en vue de permettre à l'apprenant de l'appréhender avant d'accéder au monde du travail ". A cette occasion, quatre (4) conventions de partenariat ont été signées entre l'Office national de développement et de promotion de la formation continue (ONDEF-FOC) et les partenaires économiques. Le directeur général de l'ONDEF-FOC, Slimane Djoudi a indiqué que les conventions de partenariat avec les partenaires économiques publics et privés "visent à mettre en relief les différentes activités de l'Office en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), sous la tutelle du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi qu'à "répondre aux demandes des partenaires en main d'œuvre qualifiée et capable de suivre l'évolution technologique".

FORMATION PROFESSIONNELLE

Atteindre 70% de diplômés formés en apprentissage

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine Merabi, a affirmé, mardi à Alger, que son secteur ambitionne d'atteindre 70% de diplômés formés en mode apprentissage pour répondre aux besoins du marché. Président l'ouverture des travaux de la journée d'étude sur la relation entre le secteur de la formation professionnelle et le partenaire économique sous le thème "la formation professionnelle et le partenariat économique- des perspectives prometteuses", au Cercle national de l'Armée à Alger, M. Merabi a souligné que son secteur tend à atteindre 70% de diplômés formés en mode apprentissage, et ce, "à travers la mobilisation des

moyens nécessaires en commençant par l'arsenal juridique et organisationnel et les ressources financières et humaines pour un meilleur encadrement de l'opération de formation". Pour donner une grande impulsion à ce mode de formation, "il était nécessaire, a-t-il dit, de renforcer et de consolider la relation entre notre secteur et les différents partenaires économiques, qui jouent un rôle pivot dans la réussite de l'opération de formation, en contribuant à l'actualisation des programmes de formation et en facilitant l'accès des apprenants aux entreprises économiques et leur intégration professionnelle". Le ministre a relevé que cette journée d'étude a été placée sous

la supervision des walis afin de promouvoir le rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale, et leur permettre de participer à la transition vers une économie diversifiée et affranchie de la rente pétrolière, et ce, en concrétisation de l'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. En concrétisation de ces objectifs suprêmes, le ministre a indiqué que son secteur a mis en place une stratégie visant à généraliser l'approche économique dans la gestion des établissements de formation, toutes catégories confondues et à les relier à leur environnement économique, soulignant

que "parmi les bases de cette stratégie, figure le mode de formation par apprentissage permettant de l'adapter aux exigences de la modernisation et aux besoins du marché du travail". Le ministre a également relevé la signature de plusieurs accords, notamment avec les entreprises économiques nationales, dans l'objectif de définir leurs besoins en main d'œuvre qualifiée et suivre les changements en la matière, à travers l'actualisation de sa nomenclature des filières et des spécialités de la formation professionnelle et la création de nouvelles spécialités, notamment dans les domaines prioritaires prévus dans le plan d'action du Gouvernement.

INTERNET

L'Algérie porte sa capacité de bande passante internationale à 9,8 Tbit/s

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a annoncé lundi la finalisation d'une nouvelle opération d'augmentation de la capacité de la bande passante internationale pour atteindre

9,8 Tbit/s. La capacité de la bande passante internationale en Algérie, désormais augmentée à 9.8 Tbit/s, était de 7,8 Tbit/s en 2022, de 2,8 Tbit/s en 2021 et de 1,5 Tbit/s en début 2020, a-t-il révélé, lors

de l'ouverture à Tamanrasset d'un 1er Forum sur les enjeux de la jeunesse et la société civile dans la transition numérique. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités na-

tionales en la matière, est à même d'assurer "davantage de flexibilité eu égard à l'importance stratégique que revêt la bande passante internationale par rapport à la sécurisation et à la durabilité du service Internet", a-t-il expliqué.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PRÉPARATIFS POUR LE MOIS DE RAMADHAN

Des mesures pour éviter toute perturbation

Le plan spécial ramadhan est fin prêt. Une batterie de mesures ont été prises par le gouvernement visant à assurer un approvisionnement régulier des marchés et à stabiliser les prix des différents produits surtout de large consommation.

Par Zahir R

La commission nationale intersectorielle composée des ministères du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, s'est réunie hier mardi à Alger, pour apporter les dernières retouches au plan du gouvernement pour éviter toute perturbation durant le mois sacré, dont la consommation devait augmenter. Lors de cette réunion les responsables des trois ministères en présence des Pdg de groupes publics et cadres du ministère de l'Intérieur, ont passé en revue les niveaux de production et de stockage de différents produits. A l'ordre du jour de la rencontre, il était également inscrit la présentation du planning des opérations d'importation, de déstockage des produits agricoles et d'étudier les possibilités d'étendre les réseaux de distribution des entreprises publiques, entre autres le groupe Agrodif, notamment vers les wilayas du Sud. Dans son allocution, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a précisé que cette rencontre vise à évaluer les actions entreprises et les modalités qui contribueront à définir «la stratégie nationale d'approvisionnement et de régulation du marché avec l'objectif de parvenir à une stabilité permanente, loin de tous les tracasseries dont souffraient les citoyens». Il a souligné, au passage que la préservation du pouvoir d'achat a toujours été parmi les préoccupations et les priorités inscrites dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ceci a été, d'ailleurs, consacré et consolidé en vertu de la loi de finances 2024 avec ses mesures d'assouplissement, citant entre autres la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur un certain nombre de produits de large consommation pour

assurer leur disponibilité à des prix concurrentiels, dont le but est de fournir des produits à des prix raisonnables. Afin d'atteindre ces objectifs, le ministère du Commerce a adopté une démarche participative, en association les différents acteurs et intervenants dans tout cette chaîne, en passant de la production, la distribution et enfin la commercialisation du produit au consommateur. « En application des résultats des réunions gouvernementales, notre ministère, en coordination avec les secteurs ministériels concernés, a adopté une approche participative et consultative en organisant des réunions de coordination pour tracer une feuille de route unifiée à cet égard, qui sera élargi pour inclure les différentes divisions productives, les gestionnaires des marchés de gros des légumes et des fruits et les associations professionnelles de commerçants», explique le ministre. Il n'a pas manqué de souligner que des progrès significatifs en matière de stabilisation du marché sont enregistrés grâce aux efforts consentis à travers «la solidarité des différentes ministères concernés». D'ailleurs, la plupart des wilayas ont connu une stabilité dans l'abondance des produits», affirme le ministre, en se basant sur des rapports réels et du terrain. Pour illustrer ses propos, il a cité l'exemple du nombre des communes qui avaient connu des perturbations en approvisionnement en huile et sucre, en passant de 167 localités à zéro commune actuellement. Même chose pour l'approvisionnement des communes en lait, dont seulement huit (8) communes sis dans l'extrême Sud connaissent des perturbations en la matière, indique le ministre, en annonçant que le Président Tebboune a ordonné de l'approvisionnement des citoyens de ces lo-

calités avec le lait en poudre subventionné. Concernant la semoule, le ministre affirme que le marché ne connaît aucune perturbation. Pour les légumes secs, le marché connaît également une stabilité en matière d'approvisionnement, à l'exception des haricots et pois chiches (calibre 12). Des quantités importantes seront importées, assure-t-il. Durant cette année, un stock de 790 000 tonnes de légumes secs a été constitué, soit presque le double de l'année précédente qui a été de l'ordre de 350 000 tonnes de différentes légumineuses. Quant à l'approvisionnement du marché en viandes rouges et blanches par les opérateurs privés et publics, le ministre a noté que 7 375 tonnes ont été importées en janvier 2024, contre 2501 tonnes en 2023. Les opérations d'importation se poursuivent et le marché sera bien approvisionné en viandes rouges et blanches, assure Zitouni. Cela s'ajoute à l'approvisionnement des wilayas du Sud en viande rouge importée dans le cadre du troc. « Nous avons enregistré l'entrée de 284 892 têtes en 2023, ce qui reflète une évolution très tangible de l'entrée de bétail, par rapport à l'année 2022 (141 995 têtes) et à l'année 2021 avec 36 277 têtes seulement. S'agissant de l'ouverture des marchés de proximité, le ministre a annoncé que plusieurs marchés de proximité seront ouverts 15 jours avant l'entame du mois de Ramadhan. «Au maximum, leur ouverture sera vers le 20 février», a-t-il précisé. Avant de conclure, le ministre a appelé à la mobilisation de tous les commerçants qui sont le pilier du marché national, et de participer efficacement à la réussite de ce plan pour atteindre les objectifs souhaités. Il a ainsi appelé à la rationalisation de la consommation et d'éviter les comportements de gaspillages.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du texte de loi sur les risques de catastrophes

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi à Alger lors d'une session plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, le texte de loi portant règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable. A l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a précisé que ce texte marque "une nouvelle étape dans la prise en charge des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable" et "pose ainsi les bases d'un cadre juridique solide qui incarne le 33e engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il a souligné la nécessité d'œuvrer à assurer un cadre de vie de qualité respectant les exigences du développement durable, la préservation de l'environnement, la protection des biens et la sauvegarde

des ressources". Il a, également, exprimé l'engagement de son secteur à compléter ce nouvel arsenal à travers la promulgation de textes d'application de cette loi dans les plus brefs délais, outre l'adoption d'un plan de communication et de promotion pour les différentes dispositions de la loi en coordination avec les différents acteurs, afin de garantir leur mise en œuvre effective et fluide. Ce texte qui compte 92 articles répartis sur 9 chapitres, dont 24 articles nouveaux et 66 autres reformulés, vise à remédier aux insuffisances enregistrées dans la loi en vigueur à travers "la définition des objectifs stratégiques et l'appréhension des risques, le respect de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai". Ce projet introduit également de nouveaux risques, notamment ceux liés au changement climatique outre les risques cybernétiques et biotechnologiques. Le même projet vise à définir les moyens de financement, investir davan-

tage dans la prévention et la prévision, améliorer la gouvernance à travers la répartition et la définition claire des responsabilités et des tâches, ainsi que la coordination entre les secteurs, activer la participation de la société civile, consacrer le concept de prévention, d'intervention et renforcer la capacité de résilience. Pour sa part, la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation, a salué, à travers son rapport complémentaire, les dispositions de cette loi qui consacre "le droit à une nouvelle approche anticipative" permettant de réduire les risques et les effets des catastrophes, tout en appelant à "développer les moyens de prévention", outre le "renforcement de la recherche scientifique dans le domaine de la gestion des catastrophes et la formation de cadres dans ce domaine".

FABRICATION D'ALIMENTS POUR POISSON

Entrée prochaine en production d'une unité à Ouargla

L'unité de fabrication d'aliments pour poisson, réalisée au niveau de la ferme aquacole pilote d'élevage de crevettes d'eau douce, située dans la commune de Hassi-Benabdallah, périphérie d'Ouargla, entrera en production durant le premier trimestre de l'année 2024, a affirmé hier la direction de la pêche et de l'aquaculture. Fruit d'un partenariat Algéro-Sud-Coréen, cette structure offrira, suite au processus de mouture, malaxage, refroidissement et séchage, une capacité de production de 10 tonnes par jour d'aliments pour poisson, toutes espèces confondues, a indiqué le directeur du secteur, Salah Bouaicha, en marge des « portes ouvertes » sur les activités aquaponiques, aquaculture intégrées à l'agriculture. Cette nouvelle installation est appelée à impulser les activités aquacoles dans la région, de combler le déficit et la rareté du produit pour satisfaire la demande des aquaculteurs sur l'aliment nécessaire, a-t-il expliqué. D'un montant d'investissement de 3,5 millions Dollars, cette structure devrait générer, en entrée production, près de 15 emplois directs et plus de 20 à 30 autres indirects. Le secteur de la pêche s'est vu accorder ces dernières années une série de projets aquacoles, dont certaines ont été concrétisées et d'autres en voie de l'être susceptibles d'approvisionner la région en produits halieutiques frais, a ajouté la même source. Les portes ouvertes sur le secteur (30-31 janvier) qui regroupent des secteurs ayant trait à la pisciculture ont été riches en informations et explications afférentes sur les facilités et avantages préconisés par les pouvoirs publics en direction des opérateurs aquaculteurs, en sus de la vulgarisation des activités piscicoles liées à l'ensemencement des alevins, la production du poisson d'eau douce et la contribution du secteur à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire en la matière. De grands efforts sont menés pour relancer les activités aquaponiques dans la région à la faveur de l'organisation de sessions de formation sur le développement de la pisciculture, l'approvisionnement des agriculteurs en alevins, la création de nouveaux périmètres agricoles à accueillir des activités aquacoles sous la supervision du comité de wilaya chargé d'aval des entreprises aquacoles et d'autres manufacturières.

RACCORDEMENT DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES ENTRE LE NORD ET LE GRAND SUD

Arkab : «Nous visons le renforcement des activités économiques»

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, lundi depuis la wilaya d’El-Meniaâ, que "la connexion des réseaux électriques entre le nord et le Grand sud du pays tend à appuyer les activités économiques". «Le raccordement des réseaux d’électrification du nord du pays avec celui du Grand sud du pays s’assigne comme objectif la consolidation des activités économiques, industrielles et agricoles, notamment dans la wilaya d’El-Meniaâ à grande importance agricole», a affirmé M. Arkab lors de la pose de la première pierre pour la réalisation, dans la commune de Hassi Lefhal d’un transformateur électrique 220/30 KiloVolts dans le cadre de sa visite de travail dans la région. Le ministre a soutenu que "le départ de cette ligne électrique nationale s’effectue directement depuis les grandes agglomérations du Nord, Alger, Annaba et Oran, via la wilaya d’El-Meniaâ pour atteindre les wilayas du grand sud du pays". Et d’ajouter : "l’investissement en centrales électriques tendant à couvrir les besoins du Sud du pays en cette énergie s’insère au titre des stratégies de l’Etat visant le développement des activités économiques dans le Grand sud". Le projet du transformateur électrique "220/30 KV" devrait renforcer le réseau électrique de la wilaya d’El-Meniaâ, sécuriser l’alimentation électrique de la commune de Hassi Lefhal y compris les agglomérations et les opérateurs économiques, en plus de l’amélioration de la qualité du service public dans la région et la création de nouveaux emplois. Le ministre a, lors de sa tournée dans la région, procédé à la mise en service d’un transformateur électrique à l’exploitation agricole pilote "Hadjaj Mahmoud" parmi huit équipements similaires, avant de suivre, in situ, un exposé succinct sur l’électrification des exploitations agricoles et sur la situation du secteur agricole dans la région qui occupe une place de choix parmi les régions productrices, les céréales en particulier.

R E.

SOMMET ITALIE-AFRIQUE

L’Algérie vise à concrétiser des partenariats palpables

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, Ahmed Attaf a insisté, lundi lors des travaux du Sommet Italie-Afrique à Rome, sur les efforts de l’Algérie visant à concrétiser des partenariats palpables devant renforcer la sécurité et la transition énergétiques en Afrique et dans la région euro-méditerranéenne.

Synthèse S T.

Intervenant lors de sa participation à la première session-débat autour de la sécurité énergétique, M. Attaf a fait savoir que "l’Algérie, qui réitère ses engagements à contribuer en tant que partenaire fiable dans le renforcement de la sécurité et de la transition énergétiques en Afrique et dans la région euro-méditerranéenne, suggère la concrétisation de partenariats palpables autour de trois axes". Il s’agit, en premier lieu, d’apporter un soutien aux efforts de réalisation d’un gazoduc transsaharien (Nigeria-Niger-Algérie), qui permettra de transporter plus de 25 Mds m3 de gaz naturel par an vers l’Europe. Ce gazoduc permettra de "renforcer la position de l’Italie en tant que pôle énergétique et plateforme de promotion de la sécurité énergétique européenne, outre le renforcement du développement économique et social dans la région sahélo-saharienne et euro-méditerranéenne, selon le ministre des Affaires étrangères qui participe au Sommet en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le deuxième axe comprend les efforts visant le développement de grandes infrastructures pour le raccordement du réseau électrique national aux pays africains et méditerranéens voisins,

poursuit M. Attaf, rappelant que l’Algérie qui produit un surplus de 10.000 MW d’électricité/jour aspirait à booster sa capacité de production avec 15.000 MW d’électricité verte à l’horizon 2030. Le troisième et dernier axe, explique M. Attaf, concerne l’accompagnement du processus de transition énergétique en Algérie, notamment en ce qui concerne le développement de la production d’hydrogène vert ainsi que la participation de l’Algérie comme "acteur principal" dans les projets européens structurants en tête desquels le SouthH2 Corridor. «Adhérer au processus de transition énergétique ne veut pas dire renoncer au gaz naturel qui demeure, de notre point de vue, une des solutions amies de l’environnement, mais aussi l’une des plus importantes et la moins couteuse», a soutenu M. Attaf. De ce fait, l’Algérie s’attèlera, lors du 7ème forum des chefs d’Etat des pays exportateurs de gaz (GECF) prévu début mars prochain à Alger, à la mise en œuvre de conclusions qualitatives à même d’appuyer l’industrie du gaz naturel dans le monde, en réponse aux aspirations et priorités des producteurs et des consommateurs de cette énergie, a fait savoir M. Attaf. Concernant le plan de partenariat et de coopération afro-italienne, le ministre a souligné l’importance de placer la consé-

cration de la sécurité énergétique «dans son sens global» au cœur de ce plan, baptisé du nom du fondateur de la compagnie italienne «Eni», Enrico Mattei, «symbole éloquent de l’amitié historique et profonde entre l’Algérie et l’Italie». Ce plan, a-t-il ajouté, doit prendre en charge de manière adéquate les défis auxquels sont confrontés les pays africains dans ce cadre, dont notamment le renforcement des capacités des pays africains producteurs d’hydrocarbures, la couverture des besoins énergétiques des populations du continent, et la maîtrise et le contrôle des industries pétrolières et pétrochimiques. Il s’agit, également, du défi de la modernisation des infrastructures de production et de transport des hydrocarbures et d’autres ressources énergétiques, et de leur sécurisation contre les risques du terrorisme et du crime organisé, en sus de la transition énergétique qui est devenue une exigence urgente pour l’humanité tout entière. Dans cette perspective, l’Algérie "souligne la nécessité, voire l’impératif, de mobiliser les outils et moyens de mise en œuvre, dont le financement, le transfert technologique, le renforcement des capacités et de l’assistance technique, dans le cadre d’une approche visant à établir un partenariat énergétique durable, réel et efficace", a conclu M. Attaf.

SANTÉ

La 7e édition du Salon d’information sur le cancer à Alger

Le ministère de la Santé organise, en coordination avec l’association Al Amel-CPMC (Centre Pierre-et-Marie-Curie), du 3 au 5 février au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, la 7e édition du Salon d’information sur le cancer, un événement qui associe les médias à la transmission de l’information médicale exacte aux patients et à leurs familles. A ce titre, la Sous-directrice

en charge des maladies non transmissibles au ministère de la Santé, Dr. Djamila Nadir, a précisé que ce salon coïncidant avec la célébration de la Journée mondiale contre le cancer "définit des objectifs réalisables, notamment l’accès à l’information sur les protocoles et les moyens d’accéder à la prévention, au dépistage et au traitement", outre "l’identification de la sensibilisation à la

prévention à travers la promotion d’un mode de vie sain et le dépistage précoce et la fourniture des soins de santé dans tout le pays". Concernant la prévalence du cancer en Algérie, la responsable a indiqué que les hommes étaient fréquemment atteints au niveau des poumons, du côlon, du rectum, de la prostate, de la vessie et de l’estomac. Chez les femmes, le cancer du

sein est le plus fréquent, suivi de celui du côlon et du rectum, de la thyroïde et du col de l’utérus. Afin de lutter contre cette maladie, il sera procédé, lors de ce salon, à la définition des caractéristiques épidémiologiques du cancer en Algérie, ainsi que les facteurs de risque, basés sur les résultats du Réseau national des registres de cancer pour l’année 2020 publiés en 2023.

SONATRACH

Financement de plusieurs projets de développement de proximité à El-Menia

Le groupe Sonatrach contribue au financement de plusieurs projets s’inscrivant dans le cadre du développement de proximité au profit des habitants de la wilaya d’El-Menia, où le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab effectue une visite de travail et d’inspection, a indiqué lundi un communiqué du Groupe. Dans le cadre de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya d’El-Menia, accompagné du président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, de cadres centraux et d’autorités publiques de la wilaya, M. Arkab a présidé la cérémonie de signature d’une convention de sponsoring

entre Sonatrach et la commune d’El-Menia, note le communiqué. Cette convention a pour objectif d’assurer "le financement du projet de réalisation d’une salle multi-activités, une opération s’inscrivant dans le cadre des démarches de Sonatrach visant à accompagner les efforts consentis par l’Etat pour la concrétisation des projets de développement de proximité au profit des habitants de la région", selon la même source. En outre, M. Arkab s’est enquis de la prise en charge sanitaire assurée par le centre médico-social (CMS) de Sonatrach au niveau de cette wilaya. Ce dernier assure des services de santé au profit des travailleurs du Groupe et aux citoyens nécessitant une prise en charge

sanitaire. Lors de cette visite, le ministre a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d’un transformateur électrique "Hassi Fehal" et du projet d’un poste électrique 220/400 KiloVolts (KV), outre l’inspection du projet de raccordement d’une exploitation agricole "Hadjadj" à l’électricité. M. Arkab a également donné le coup d’envoi au projet de raccordement au réseau électrique indépendant du pôle d’In-Salah, Adrar et Timimoun au réseau national d’électricité. Il s’agit de la réalisation d’une ligne de transmission à double circuits (400 kv) de Hassi R’mel jusqu’à Timimoun sur une distance de 700km.

R E.

PRODUCTION DE 15 MILLIONS DE TONNES D’AGRUMES

Cap sur la transformation et l’exportation

Le ministre de l’Agriculture et du développement rural, Youcef Chorfa, s’est félicité, hier à Alger, des résultats encourageants réalisés par la filière des agrumes. Une production record a été enregistrée durant cette saison 2023-2024.

Par Slimane T

Plus de 15 millions de quintaux ont été récoltés, a annoncé le ministre à l’inauguration d’un salon des producteurs des agrumes du Centre. Un événement qui avait drainé une participation importante des différentes régions du Centre du pays et Ghardaïa et El-Menia comme invités d’honneur.

Dans une déclaration à la presse, le ministre a fait savoir que plus de 80 000 hectares ont été réservés pour cette filière avec une moyenne de production de 15 millions de quintaux. Cette production est issue notamment des arbres implantés en 2017 et 2018. Il a indiqué que pour la première fois que la production nationale a atteint ce niveau, d’où la nécessité d’orienter les efforts maintenant vers la transformation industrielle et de tracer une feuille de route pour l’exportation. «Nous saluant également l’intensification aux niveaux des firmes, dont le nombre de plantes qui varient de 300 à 400 dans l’hectare à 800 arbres ac-

tuellement. Mais cela nécessite un accompagnement dans la transformation industrielle. On doit également élaborer une feuille de route pour l’exportation. La production est importante cette année et nous produits sont bios qu’on peut placer facilement dans les marchés internationaux», souligne le ministre Chorfa. Pour lui, ce salon nous a donné une cartographie sur les capacités de production de l’Algérie en matière d’agrumes. Il a rappelé que l’organisation des différentes filières agricoles est la priorité du secteur et du président de la République. «Toutes les orientations et directives est de rendre le secteur agricole le secteur numéro un en Algérie. Pour cela, un accompagnement et des aides ont été accordées aux agriculteurs. Durant la campagne Labours-Semaines, plus de 70% de semences et engrais ont été attribués gratuitement par l’Etat. Ceci a permis d’atteindre des niveaux important en matière d’emblavement et nous attendons une année de production importante cette saison», précise-t-il. Selon le ministre, lorsque il y aura une abon-

dante production et durable et des prix stables, cela va imposer d’investir dans la transformation. La nouvelle loi sur l’investissement considérée comme révolutionnaire apporte l’accompagnement et les facilitations nécessaires pour les investisseurs.

Pour sa part, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni a estimé que « nous sommes obligés de passer à l’investissement dans la transformation qui va donner de la valeur ajoutée et créer des emplois. Nous sommes également contraint d’aller vers l’exportation...Nous avons des produits de qualité et bios, dont la demande est forte sur les marchés à l’étranger».

Concernant la commercialisation, le ministre a annoncé que des espaces seront réservés pour la vente directe des agriculteurs de leurs produits aux niveaux des marchés de Magro. « Nous allons travailler avec le ministère de l’agriculture pour la création d’espaces pour la vente de ces produits et éliminer les intermédiaires spéculateurs», conclut-il.

AGRICULTURE

Les dernières décisions du Conseil des ministres contribueront à l’augmentation des performances du secteur

Des experts et des professeurs dans le domaine agricole et économique ont affirmé, dans des déclarations à l’APS, que les dernières décisions du Conseil des ministres contribueront à l’augmentation des performances du secteur agricole, ce qui permettra d’assurer la sécurité alimentaire en valorisant les capacités nationales, en réduisant l’importation et en créant de nouvelles perspectives d’exportation à l’avenir.

Dans ce sillage, l’expert agricole, Aissa Mansour a estimé que la décision du Conseil des ministres de mettre en place des fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses "revêt une importance extrême" pour le secteur agricole en particulier et pour l’économie nationale en général, soulignant que la production locale d’huile de table permettra d’alléger les charges d’importations tout en ouvrant des perspectives d’exportation à l’avenir.

Pour M. Mansour, ces fermes contribueront à la réalisation des objectifs escomptés à moyen terme, car la production de toute nouvelle variété nécessite du temps pour les essais et des moyens techniques pouvant être fournis au vu des vastes superficies dotées de terres très fertiles.

Afin de réussir l’opération, l’expert a estimé nécessaire de donner suffisamment de temps aux essais et d’encadrer l’opéra-

tion sur le plan technique, tout en mobilisant la ressource humaine qualifiée et la mécanisation moderne, ce qui permet de respecter le parcours technique pour obtenir un bon rendement et une production abondante avec la qualité requise.

Lors du Conseil des ministres, mercredi dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné de mettre en place des fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses, afin de contrôler l’ensemble de la chaîne de production, de la ferme au consommateur, dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire, tout en donnant des instructions à l’effet de coordonner entre tous les secteurs gouvernementaux et élaborer une vision cohérente pour l’exploitation des résidus des graines oléagineuses dans la production de fourrage.

Le Président Tebboune avait également ordonné d’élaborer une nouvelle vision sur les fermes pilotes, qui soit en droite ligne de l’orientation du pays vers la modernisation, visant à "créer une intégration et une complémentarité entre l’Agriculture, l’Industrie et l’ensemble des secteurs du Gouvernement", et ce dans le sens de la garantie de la sécurité alimentaire en s’appuyant sur les capacités nationales en vue de réduire l’importation, limiter le recours abusif aux devises et encourager l’investissement agricole dans le Sud. A son tour, l’enseignant à

l’Ecole nationale supérieure d’agronomie (ENSA) et membre du Conseil scientifique du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Brahim Mouhouche s’est félicité des décisions découlant de la dernière réunion du Conseil des ministres, relative à la mise en place de fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses qui constituent un produit stratégique.

En outre, il a souligné que l’investissement dans le grand Sud était une solution efficace pour réaliser l’autosuffisance à l’avenir, notamment pour les grandes cultures à l’instar des céréales, des fourrages et des produits industriellement transformables à l’instar des plantes oléagineuses et sucrières, sachant que la région est considérée comme "réservoir d’eau".

De son côté, l’économiste Mahfoud Kaoubi, a salué les avantages octroyés pour promouvoir le domaine agricole, notamment relatifs à l’usage des technologies de pointe, à l’exonération fiscale, aux crédits et aux facilitations accordées aux investisseurs dans le grand Sud, à même de revoir à la hausse le rendement de la production du secteur et de réaliser l’autosuffisance, insistant sur l’importance de l’investissement dans l’agriculture saharienne qui recèle de grandes potentialités.

R E.

SPIEF 2024

Renforcement de la coopération russo-algérienne

Une session itinérante du 27e Forum économique international de Saint-Petersbourg s’est tenue en Algérie sous le thème principal de l’événement « SPIEF 2024 : renforcement de la coopération russo-algérienne ».

«Le SPIEF n’est pas seulement un événement majeur, mais aussi un outil de développement qui permet aux participants de trouver et de développer de nouveaux contacts et de nouveaux projets. Nous constatons l’intérêt manifesté par le côté algérien lors de notre visite. Bien sûr, cela découle de la participation du président algérien, Monsieur Abdelmadjid Tebboune à la séance plénière du SPIEF 2023. Cette année, la délégation commerciale du pays est devenue l’une des plus importantes de l’histoire du SPIEF, qui compte plus d’un quart de siècle. Je suis convaincu que le service de vol direct entre Saint-Petersbourg et Alger, lancé à l’été 2023, sera un autre incitatif pour élargir les projets de coopération grâce aux contacts personnels et aux réunions », a noté Alexey Valkov, Directeur adjoint de la Fondation Roscongress et Directeur du Forum économique international de Saint-Petersbourg.

Parmi les participants de l’événement : Valerian Shuvaev, ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, Ivan Nalitch, représentant commercial de la Russie en Algérie, Alexey Valkov, Directeur adjoint de la Fondation Roscongress, Directeur du SPIEF, Mr Kamel Moula, président du Conseil algérien pour le renouveau économique (CREA).

« La Russie et l’Algérie entretiennent des relations amicales de longue date, certifiées au plus haut niveau. De plus, nos pays soutiennent les décisions mutuelles en matière de développement de la souveraineté dans tous les domaines de la vie de l’Etat. Aujourd’hui, nous sommes déterminés non seulement à renforcer les relations commerciales, mais aussi à rechercher de nouvelles solutions coopératives mutuellement avantageuses et à développer des itinéraires logistiques », a déclaré Ivan Nalitch, représentant commercial de la Fédération de Russie en Algérie.

Les experts ont présenté la plateforme du SPIEF comme une plateforme de communication pour le développement et l’approfondissement de la coopération stratégique dans 16 domaines, qui sont fixés dans la Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi : politique, commerce et économie, douanes, finances et banque, énergie, utilisation du sous-sol, coopération technique.

La poursuite du dialogue entre les représentants russes et algériens du secteur des affaires et du gouvernement est prévue lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, qui se tiendra du 5 au 8 juin à Saint-Petersbourg.

S R.

LUTTE CONTRE LA
SPÉCULATION À
ANNABAUne commission de
contrôle installée

En prévision du mois de Ramadan 2024 et dans le but de contrer toute tentative de profit abusif, la wilaya a mis en place une commission chargée de superviser et surveiller la distribution des produits alimentaires dans le marché d'Annaba.

Cette commission a commencé ses activités la semaine passée, suite à une décision du wali. Bien que la direction du Commerce d'Annaba coordonne l'opération, elle collabore étroitement avec les directions des Services agricoles et de l'Industrie, ainsi que la Sûreté de wilaya d'Annaba. L'objectif principal de cette commission est de contrôler et d'inspecter la qualité, les quantités et les prix des produits alimentaires de base auprès des unités de production de la wilaya d'Annaba. La production et la disponibilité du lait pasteurisé en sachets et de l'huile de cuisson sont les priorités de la commission, étant donné la crise antérieure de l'huile de cuisson qui a nécessité près de trois ans et la collaboration de la société civile pour y mettre fin.

La wilaya d'Annaba a mis en place cette commission spéciale pour prévenir de telles crises et comportements. La direction du Commerce a élaboré un plan d'action solide, prévoyant des inspections aux unités de production et des équipes de terrain renforcées par les éléments de la Sûreté de wilaya, suivant les itinéraires de distribution des produits alimentaires du fournisseur jusqu'au détaillant. La commission inspectera la conformité des produits, la quantité et les prix de vente au détail. Bien que créée en prévision du Ramadhan, cette commission n'aura pas une durée limitée à ce mois.

Selon les déclarations de la direction du Commerce, elle sera maintenue indéfiniment avec les mêmes objectifs. De plus, la direction prévoit l'ouverture de huit marchés de proximité pendant la période du Ramadhan, permettant aux habitants des localités et communes éloignées d'accéder aux meilleurs produits aux prix du marché.

PORT DE MOSTAGANEM

Croissance de l'activité
commerciale de 11%
en 2023

L'activité commerciale du Port de Mostaganem a connu en 2023 une croissance de 11%, a-t-on appris, lundi, de la Direction générale de l'Entreprise portuaire.

Le Port de Mostaganem a enregistré, l'année dernière, le passage de 1,323 million de tonnes de différentes marchandises contre 1,182 million de tonnes, soit une croissance de 11%, a-t-on ajouté.

Durant cette période, la navigation maritime a connu l'accostage de 403 navires, dont 154 transportant des marchandises, contre seulement 294 en 2022. Concernant l'activité de la gare maritime de transport de voyageurs, l'année 2023 a vu le transit de 53.041 passagers (arrivées et départs) et 22.350 véhicules accompagnant les passagers, a ajouté la même source.

Durant cette période, le Port de Mostaganem est devenu un accès vital pour l'importation de divers types de véhicules, notamment de marques italiennes et allemandes, puisqu'il a reçu 36.584 véhicules, a-t-on indiqué.

Le mouvement des conteneurs a connu, pour sa part, une reprise significative, au cours des 12 mois de l'année dernière, selon la Direction générale du Port, avec 18.346 conteneurs (chargement et déchargement), contre 6.372 conteneurs en 2022, soit une hausse de 188%. L'Entreprise portuaire de Mostaganem compte doubler ces chiffres, eu égard aux multiples projets prévus, cette année

et les prochaines années, à l'instar du dragage et du nettoyage des abords des cinq quais d'amarrage du port, la restauration de la station d'amarrage N 4 au quai "Istiklal" et recouvrir la station d'amarrage 5 en béton armé.

Afin d'augmenter la capacité du Port à accueillir le nombre croissant de conteneurs et de véhicules, une opération sera entreprise pour l'aménagement d'une superficie de 4,5 hectares, afin de répondre aux besoins de la clientèle dans les prochaines années, d'autant que la capacité de réception de conteneurs est actuellement estimée à 10.000 conteneurs, a-t-on expliqué.

VOLS DE CÂBLES ÉLECTRIQUES ET TRAFIC DE CUIVRE

Le Bilan est alarmant à Oum El Bouaghi !

La direction de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) d'Oum El Bouaghi alerte, dans un communiqué rendu public, sur le danger du vol de câbles en cuivre affectant les réseaux électriques de basse tension, entraînant d'importantes pertes matérielles, en plus du risque que cela présente pour les auteurs de ces actes. Au cours de l'année 2023, deux décès ont été enregistrés en raison de tentatives d'escalade des poteaux de moyenne tension, survenues en juillet et en décembre, lit-on dans le document. Ces incidents ont eu lieu à mechta El Eulma, située dans la commune d'Ain Fakroun, plus précisément au départ de la ligne 30 kilovolts de Henchir Toumghani, a-t-on précisé. Dans son communiqué, la direction de Sonelgaz condamne fermement ce phénomène, qualifiant ces

actes d'inciviques, dont la fréquence semble être en augmentation malgré le danger grave qu'ils représentent, atteignant des proportions alarmantes. Les statistiques indiquent un vol de plus de 82 kilomètres de câbles en cuivre en 2022, suivis de 52,912 kilomètres en 2023. La daïra d'Ain M'lila se positionne en tête avec un vol de 16,925 kilomètres de câbles, représentant 32 % du total du réseau dérobé. Les principaux incidents ont eu lieu dans les mechtas Bir Rayane (Bir Chouhada) et Ouled Belaguel (Ain M'lila). En seconde position, la daïra d'Ain Beida a enregistré le vol de 14,950 kilomètres de câbles, soit 28 % de la totalité du réseau de câbles dérobé. Les vols se sont concentrés à Mechta Rmadia El Kahla dans la commune d'Oued Nini (5,04 kilomètres) et aux mechtas El Hassi et Bir Ounés

(4,10 kilomètres). Dans la daïra d'Oum El Bouaghi, le vol a touché 11,4355 kilomètres de câbles, notamment à Lehtaeb et Ali Ouidir. Quant à la daïra d'Ain Fakroun, déjà confrontée à un grand nombre de factures impayées, pas moins de 10,727 kilomètres de câbles ont été volés, en particulier dans la localité de Boughrara Saoudi qui a subi, à elle seule, un pillage de 6,3 kilomètres de câbles. Au cours du mois de janvier 2024, les mêmes services ont enregistré le vol de 6,75 kilomètres de câble en cuivre, la quantité la plus importante étant signalée dans la commune d'Ain Zitoun. Dans la commune de Dhalaa, ce sont 2,175 kilomètres qui ont été dérobés. Il faut rappeler que ce phénomène a entraîné des coupures d'alimentation électrique touchant des centaines de citoyens, sans oublier les dégâts

matériels. Sonelgaz lance un appel aux clients, les invitant à dénoncer tout acte délictueux pouvant avoir un impact sur les infrastructures énergétiques. Ainsi, le numéro vert « 3303 » est mis à la disposition des clients 24 heures sur 24 et sept jours sur sept pour recevoir leurs signalements. Cela permet aux équipes techniques d'intervenir rapidement afin d'assurer la sécurité des personnes et de protéger les infrastructures énergétiques. Toutefois, cette intervention demeure tributaire du dépôt de plainte auprès des instances judiciaires. Il est important de souligner que la citoyenneté et le civisme des habitants jouent un rôle crucial dans la préservation des biens publics. Ils représentent le meilleur moyen de lutter contre ce phénomène récurrent et dévastateur.

FORMATION PROFESSIONNELLE À TÉBESSA

Près de 5 000 postes réservés pour la session de février

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Tébessa a réservé un total de 4.968 postes de formation dans diverses spécialités en prévision de la rentrée de la session de février 2024, a indiqué le directeur de wilaya du secteur. Dans une déclaration à l'APS, M. Lazhar Boudraâ a fait savoir que ce nombre « important » de postes a été ouvert pour la formation de jeunes dans diverses spécialités dont 2 672 postes dans la formule de formation professionnelle spécialisée sanctionnée par un diplôme de technicien supérieur d'autant que cette forme de formation

bénéficie d'une attention extrême et connaît un grand engouement car répondant aux besoins du marché du travail. Il a été procédé également à la réservation de 2 296 postes de formation sanctionnés par un diplôme de qualification professionnelle dont 1 225 postes consacrés aux bénéficiaires dans le cadre de l'allocation chômage, a-t-il dit. Le même responsable a indiqué qu'il sera procédé à la prochaine rentrée, à l'introduction de 2 spécialités à enseigner en anglais à savoir « technicien supérieur en informatique » (option entretien des systèmes informatiques) à l'institut national spécialisé en

formation professionnelle Bentobal Slimane au chef-lieu de wilaya et « technicien supérieur dans le domaine du tourisme » (option guide touristique local) au centre de formation professionnelle et d'apprentissage Berrah Mohamed dans la commune de Hammamat. M. Boudraâ a précisé que son secteur œuvre à ouvrir des postes dans plusieurs domaines de formation avec la diversification des spécialités et branches disponibles en vue de capter le maximum de personnes désirant bénéficier de formation selon la particularité de cette wilaya frontalière caractérisée par son cachet agricole et minier pour répondre

également aux besoins du marché local de travail.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Tébessa compte 24 établissements de formation offrant 7 000 places, impliquant 4 instituts nationaux spécialisés en formation professionnelle dans les communes de Tébessa, Boulhaf, Eddir, et Bir El-Ater et 19 centres de formation professionnelle et d'apprentissage à travers les différentes daïras en plus d'un institut d'enseignement professionnel à la commune de Cheriâ ainsi que 5 écoles de formation professionnelle de statut privé agréées, a-t-on rappelé.

Construire la nouvelle stratégie de transformation numérique de l’Algérie, sur quelle base?

Pourquoi les informations administratives disponibles en ligne ne sont-elles pas régulièrement mises à jour?
Pourquoi est-il difficile de trouver des informations de manière rapide et efficace ?
Pourquoi les rapports et les statistiques ne sont-ils pas systématiquement accessibles au public en ligne ?
Pourquoi y a-t-il encore une forte dépendance aux photocopies de pièces dans les démarches administratives ?
Pourquoi les cartes de paiement ne sont-elles pas plus répandues en Algérie pour les transactions en ligne des citoyens ?
Pourquoi la connexion Internet et ses débits sont-ils inégaux et peu fiables ?

2^e partie et fin

Par Ali Kahlane
Source : Care

Malgré les défis soulevés et une critique apparemment basée sur une analyse superficielle du Plan e-Algérie 2013, le CNES a encouragé la poursuite du programme en respectant le calendrier établi. Au-delà de cette évaluation officielle, il demeure essentiel de confronter le programme à la réalité quotidienne afin d'en mesurer l'impact concret et l'avancée effective, d'où l'intérêt de la présente étude.

Son évaluation au contact de la réalité

Le programme e-Algérie, conçu comme un plan quinquennal devant s'achever en 2013, a fait l'objet d'un audit par la Cour des comptes en 2015, révélant que seulement 38% des objectifs avaient été atteints. Ce constat interpellant sur l'efficacité réelle du programme dans la mise en œuvre des technologies numériques en Algérie, a été alors très peu commenté par la presse nationale. Il convient de souligner que le projet e-Algérie a été relancé en 2014, suite à un appel d'offres international. Dans ce cadre, et grâce à un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), la société de conseil Roland Berger a été choisie pour piloter le 'Projet d'appui au recadrage de la stratégie e-Algérie et à l'élaboration de la démarche de mise en œuvre de l'axe e-Gouvernement'. Un rapport final a été remis au MPTIC en mars 2017, et le projet s'est conclu en 2018. Toutefois, aucune information publique concernant le suivi, l'utilisation ou les résultats de ce projet n'a été divulguée. Une analyse indépendante a par ailleurs été initiée en 2017, soit quatre ans après la date limite initiale du programme, indiquant un taux d'achèvement de 24.51%, deux ans après celle de la Cour des comptes. Le tableau N°1 présente un récapitulatif détaillé des différentes actions du programme e-Algérie, illustrant l'évolution de la numérisation à travers les principaux axes majeurs du programme. Cette analyse, réalisée par l'auteur de cet article, montrait le autre taux d'achèvement global de 57% en 2022. Le détail et ses résultats globaux de cette analyse ont été partagés avec des chercheurs qui l'ont utilisée référencée dans leurs publications respectives. L'examen du tableau N°1 et du graphique associé ci-dessous, révèlent des aspects contrastés du programme e-Algérie. Des progrès notables sont visibles dans des domaines clés comme la mise à niveau du

cadre juridique et l'infrastructure des télécommunications, indiquant une évolution positive et un investissement ciblé. Cependant, l'absence de progrès dans des axes cruciaux tels que les mécanismes d'évaluation et de suivi soulève des inquiétudes sur la gouvernance du programme. De plus, bien que l'achèvement global ait atteint 57% en 2021, ce résultat reste en dessous des objectifs initiaux, mettant en lumière un écart entre les ambitions et leur réalisation. Ces constats impliquent la nécessité d'améliorer la gestion, le suivi et l'alignement des objectifs avec les ressources disponibles, des leçons vitales pour la future stratégie numérique de l'Algérie. Suite aux résultats que nous avons obtenus et analysés ci-dessus, explorons maintenant comment ils ont été obtenus.

Le mode opératoire utilisé pour évaluer : l'état d'avancement du programme e-Algérie

Dans le cadre de l'évaluation du programme e-Algérie, il est essentiel de comprendre l'évolution des méthodes utilisées pour mesurer son progrès. Cette évolution reflète non seulement les avancées technologiques mais aussi un changement dans la disponibilité et la nature des données. Alors qu'en 2017, une approche plus traditionnelle était adéquate, en 2021, avec l'explosion des données numériques (Big Data) et le développement de l'intelligence artificielle (IA), une méthodologie plus avancée était nécessaire pour une analyse plus efficace et précise.

Recherche d'informations manuelle combinée avec le BI, en 2017

En 2017, la méthode employée reposait sur une recherche manuelle pour la collecte d'informations, combinée à l'utilisation du Business Intelligence (BI). Cette

programme e-Algérie de 2017 à 2021				
Axe majeur	Nombre d'actions	Désignation de l'axe	Taux	
			2017	2021
H	7	Mise à niveau du cadre juridique national	42,86%	85,71%
E	20	Renforcement de l'infrastructure des télécommunications à haut et très haut débit	25,00%	75,00%
F	8	Développement des compétences humaines	12,50%	75,00%
D	27	Impulsion du développement de l'économie numérique	37,04%	74,07%
L	6	Mesures organisationnelles	33,33%	66,67%
G	21	Renforcement de la recherche développement et de l'innovation	28,57%	61,90%
J	7	Valorisation de la coopération internationale	28,57%	57,14%
A	867	Accélération de l'usage des TIC dans l'administration publique	29,30%	52,02%
C	14	Développement des mécanismes et des mesures incitatives permettant l'accès des citoyens aux équipements et aux réseaux des TICs	21,43%	50,00%
B	13	Accélération de l'usage des TIC dans les entreprises	15,38%	46,15%
I	6	Information et communication	20,00%	40,00%
K	4	Mécanismes d'évaluation et de suivi	0,00%	0,00%
1 000 Taux globaux			24,50%	56,97%
Cour des comptes en 2015 : 38%				

Tableau 1

approche débutait par la collecte des informations complètes sur le programme, incluant rapports, publications, presse, et tout commentaire ou annonce avéré et recoupé. Elle visait à rassembler aussi les données à travers des moteurs de recherche, réseaux sociaux, et sources humaines. Ces données étaient ensuite nettoyées, organisées et analysées via des outils de BI, permettant une visualisation claire de l'état d'avancement d'e-Algérie.

Utilisation de l'IA et du BI pour une analyse semi-automatique, en 2021

Avec les progrès technologiques et une augmentation considérable du volume de données disponibles, l'approche de 2021 a intégré l'IA et le BI pour une analyse semi-automatique. Des algorithmes d'IA ont été utilisés pour analyser automatiquement les données issues d'Internet et des réseaux sociaux, extrayant des informations clés sur les résultats du Programme. Cette méthode permettait une mise à jour dynamique et constante des données, avec une combinaison des résultats de l'analyse

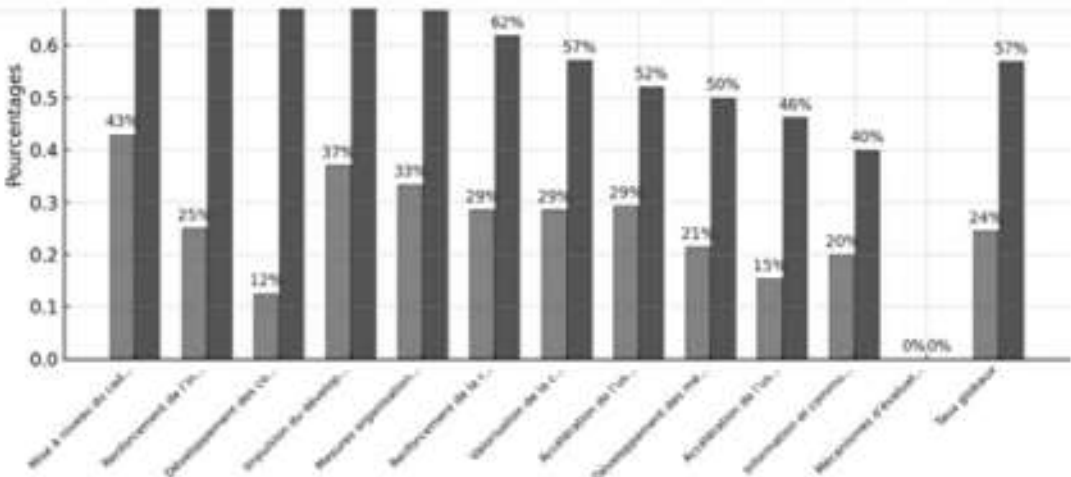
manuelle et automatisée pour une compréhension approfondie des progrès des axes du programme d'e-Algérie.

Extensions de cette étude pour mesurer et suivre la numérisation du pays et le degré de sa souveraineté numérique :

L'approche mise en œuvre dans cette étude pour évaluer le programme e-Algérie est actuellement en phase de test pour vérifier son applicabilité à d'autres domaines, notamment dans l'évaluation du niveau global de numérisation du pays et le suivi de la souveraineté numérique nationale en temps réel. Nous aborderons ces développements dans de futurs articles en 2024, mettant en lumière l'apport des technologies de pointe dans l'évaluation des grands projets et initiatives nationales.

Consultant en stratégie et management numérique
Spécialisé en IA, Cybersécurité et IoT
ex Professeur de l'Ecole Militaire Polytechnique (Ex. ENITA)

Tableau 2



TUNISIE

Des faits et des chiffres

L'année 2023 s'est caractérisée par une fluctuation des investissements dans le secteur industriel. Ainsi, selon les dernières données de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation, un déclin de 5,2% a été enregistré par rapport à l'année précédente. D'après la même source, en décembre 2023, l'investissement déclaré s'est établi à 2.291,6 millions de dinars. Plongeons dans les chiffres clés et les tendances qui définissent cette période cruciale pour l'économie tunisienne. Malgré la baisse globale des investissements, l'année 2023 a vu la déclaration de 2.854 projets industriels, ouvrant la porte à la création de 42.850 postes d'emploi. Parmi ces projets, des initiatives notables comprennent la mise en place d'une unité de fabrication de ciment à Tataouine (investissement de 950 MD, 300 emplois prévus), une autre à Sidi Bouzid (investissement de 574 MD, 345 emplois prévus), et une unité de fabrication d'équipements électriques pour automobiles (investissement de 150 MD, 2.460 emplois prévus). Selon les données de l'Autorité tunisienne de l'investissement, les zones de développement régional ont été le foyer d'une croissance économique inattendue en 2023. Avec des investissements déclarés atteignant 2.778,6 millions de dinars tunisiens, soit 46,3% du total national, cette tendance redéfinit la carte économique du pays. Les gouvernorats de Sfax, Zaghouan, Béja, Nabeul et Bizerte émergent en tant que leaders, avec Sfax captivant l'attention grâce à un investissement de 534,23 MD, affirmant de nouveau son important rôle économique. Au niveau national, les investissements déclarés dans tous les secteurs ont atteint un volume de 6.000 MD, générant 88.349 emplois. Malgré une légère diminution de 3,4% dans la création d'emplois par rapport à 2022, cette dynamique économique reste significative. La Tunisie occupe actuellement la 5e place parmi les pays exportateurs du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa). Cet espace présente un énorme potentiel pour dynamiser l'investissement et promouvoir la coopération. Lors d'une récente présentation devant la commission de l'industrie, du commerce. Avec une part de marché de 6,6%, la plupart de nos exportations sont acheminées vers la Libye et l'Égypte. Le Comesa, regroupant 21 pays dans une zone de libre-échange, est reconnu comme l'un des huit groupes économiques interrégionaux par l'Union africaine. La Tunisie, en tant que signataire de la Convention du Comesa, bénéficie de réductions tarifaires et de divers avantages, notamment la facilitation des transactions et l'exonération totale des tarifs douaniers.

EN 2024/2025

L'Égypte ne compte pas couvrir ses achats de blé sur le marché international

Les tensions sur le marché mondial du blé se sont apaisées avec la chute des cours de la céréale en 2023. Cette situation offre l'occasion à de nombreux pays importateurs comme l'Égypte de réduire la valeur de leurs achats.

En Égypte, le gouvernement n'a pas l'intention de mettre en œuvre une politique de couverture pour ses importations de blé pour le compte de la campagne de 2024/2025. C'est ce qu'a révélé Ali Moselhy, ministre de l'Approvisionnement, le 28 janvier. Cette démarche avait été mise en œuvre ces dernières années afin d'acheter à un prix constant pendant la durée de la couverture dans un contexte de hausse des prix de la céréale. S'exprimant au cours d'une interview accordée à Bloomberg, M. Moselhy justifie cette décision par l'évolu-

tion actuelle des prix du blé qui sont retombés à des niveaux proches de ceux d'avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En effet les cours du blé se sont contractés de 20 % sur le Chicago Board of Trade (CBOT) en 2023 notamment en raison de la production abondante en Russie et en Australie durant la campagne 2022/2023, mais aussi à cause de la stabilité du commerce de la céréale dans la région de la mer Noire. Pour le gouvernement égyptien qui dépense chaque année plus de 2,5 milliards \$

pour subventionner le pain au profit des populations, l'embellie sur le marché du blé devrait permettre de réduire les dépenses à l'importation. Le pays dépend en effet pour plus de la moitié de son approvisionnement, du marché international pour satisfaire ses besoins de consommation de blé qui tournent autour de 20 millions de tonnes par an, ces dernières années. Selon les données officielles, les réserves stratégiques actuelles de blé peuvent satisfaire la demande sur le marché local au cours des 4 prochains mois.

TURQUIE

Ankara double le salaire minimum

Une hausse spectaculaire du salaire minimum en Turquie en ce début d'année. Plus 49 %. Il atteint désormais 17 002 livres turques soit environ 520 euros. Mais cette hausse risque d'être rapidement grignotée par l'hyperinflation qui continue à assommer le pays. Près de 50 % de hausse ce 1er

janvier après deux augmentations qui l'avaient fait doubler l'an dernier... le gouvernement turc n'a eu de cesse d'augmenter le salaire minimum. Mais il permet tout juste à une famille de quatre personnes d'atteindre le seuil de la faim. Sans parler du seuil de pauvreté, estimé à 47 000 livres. Dans une famille de

quatre personnes, il faudrait que trois travaillent au salaire minimum pour se maintenir au-dessus de la pauvreté. Or, c'est irréaliste, notamment parce que le chômage reste élevé. Et si le salaire minimum permet à peine de survivre, c'est parce qu'il a beau galoper, il ne galope pas aussi vite que l'inflation. Estimée

à près de 65 % par le gouvernement pour 2023, en fait le double selon les économistes indépendants. Et tous les économistes prévoient que malgré cette nouvelle hausse, ce salaire minimum sera rapidement grignoté en raison de la vertigineuse hausse des prix qui ne connaît aucun répit.

MAURITANIE

«Le portefeuille des projets de la Banque Mondiale est de 1 milliard de dollars»

“Le portefeuille des projets de la Banque mondiale en Mauritanie s'élève aujourd'hui à un 1 milliard de dollars, couvrant presque tous les secteurs de développement”, c'est ce qu'a déclaré le vice-président de la Banque mondiale, M. Ousmane Diagana, dans une interview accordée à l'Agence mauritanienne d'informations. Il a ajouté : “ dans l'ensemble, nous sommes satisfaits de notre coopération avec la Mauritanie. Cependant, le développement est une œuvre de très longue haleine, d'où notre ambition de poursuivre nos efforts d'accompagnement de la Mauritanie pour l'aider à se développer davantage”. Par ailleurs, le vice-président a rappelé que le premier projet que la Banque mondiale a financé en Mauritanie date de 1964. Il s'agit du financement du projet de construction de la route reliant Nouakchott et Rosso en 1964. C'est pourquoi, dit-il, en 2024 nous célébrons le 60ème anniversaire. Autrement dit, il s'agit d'un partenariat qui a été noué juste quatre ans après l'accession de la Mauritanie à la souveraineté internationale, dans un moment où le nouvel Etat entame son œuvre de développement sur tous les plans. Il a ajouté qu'en tant qu'institution de financement, la Banque mondiale a été, na-

turellement, sollicitée par le Gouvernement mauritanien, pour contribuer au financement des objectifs prioritaires de développement de la Mauritanie. S'agissant du rôle et de la performance du capital humain dans le développement de la Mauritanie, M. Diagana a rappelé que la coopération entre son institution et la Mauritanie, est intervenue dans un contexte historique où les conditions étaient déjà propices au développement du capital humain, qui concerne tous les aspects du développement, en particulier l'éducation et la santé, lesquels ont été inclus dans ce partenariat. À titre d'exemple, il a précisé que la Mauritanie est l'un des rares pays, en Afrique, où le taux d'accès à l'éducation atteint 100%. Toutefois, la Mauritanie est également un pays où le taux de croissance de la population est assez rapide. Par ailleurs, il a évoqué les principaux défis qui doivent être surmontés, notamment le contexte géographique assez compliqué de la région du Sahel, avec comme enjeux la sécheresse, les inondations qui peuvent mettre en péril les efforts en termes de développement et de protection sociale. Il a ajouté qu'en dépit des défis extrêmes qui demeurent encore, d'importants progrès ont été enregistrés en Mauritanie sur le plan du renforcement du capital humain.

Au sujet du rapport révélant, récemment, que la Mauritanie est classée premier pays en Afrique subsaharienne en termes de décaissement, le vice-président de la BM a précisé que le taux de décaissement est le pourcentage des ressources disponibles pour la Mauritanie qui ont été utilisées dans une période déterminée. Il a affirmé que la Banque finance particulièrement des projets concrets, dont l'impact est censé être direct sur la vie quotidienne du citoyen et est capable de stimuler un développement inclusif du pays, notant que la capacité d'absorption des financements est un facteur important dans l'évaluation de la performance, mais elle n'en est pas une finalité. “Le plus important reste de s'assurer de l'usage adéquat de ces ressources dans les objectifs prescrits”, a-t-il noté. M. Diagana a expliqué que pendant longtemps, le taux de décaissement de la Mauritanie n'était pas très élevé. Toutefois, le Gouvernement a compris la nécessité d'en rehausser le taux à travers la mise en place d'un mécanisme qui lui a permis d'être aujourd'hui le premier au niveau d'Afrique subsaharienne en termes de taux de décaissement. Cependant, conclut-il, une évaluation finale des projets s'impose pour en déterminer le taux de performance.

A CAUSE DE FRAUDES SUR LES RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU

Le Gabon perd entre 30 et 50 milliards FCFA par an

Un des leviers clés du plan de conduite des actions prioritaires du gouvernement gabonais de la Transition est la maximisation des recettes de l'Etat qui perd des revenus conséquents du fait d'un manque de contrôle approprié dans divers secteurs d'activité publics.

Selon le DG de la Société d'énergie et d'eau du Gabon, Joël Lehman Sandoun-gout, des pertes de 30 à 50 milliards FCFA de pertes sont enregistrées chaque année à cause des fraudes sur ses réseaux de distribution de courant électrique et d'eau potable. « Nous faisons face à une fraude massive, voire endémique sur nos réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays ». Ces fraudes asphyxient ainsi le secteur en freinant les projets d'investissement de la SEEG. « La lutte contre avec les branchements pirates est obligatoire, car la fraude coûte cher et nuit gravement à la réputation

et la rentabilité de tout le secteur. Elle constitue une menace grave pour l'atteinte des objectifs de développement économiques et sociaux du pays ». Pour contrer le phénomène, la société publique a lancé une campagne de contrôle des installations et de mise en conformité des divers branchements sur tout le territoire gabonais. Il s'avère que 209 des 780 branchements contrôlés en 3 jours étaient frauduleux, avec la plupart des usagers en situation illicite branchés au réseau sans compteur. Des cas de compteurs trafiqués ont aussi été notés, informe Le Nouveau Gabon. Plusieurs usagers rendent toutefois responsa-

ble la SEEG elle-même de la situation. « Cela fait plus d'un an que je cours derrière la SEEG pour avoir un compteur électrique. Sans suite. Que des promesses des agents. Je n'ai pas eu d'autres choix que de faire un branchement direct en attendant qu'on me fournisse un compteur » affirme ainsi un usager. Concernant les carences de la chaîne d'approvisionnement en compteurs électriques et d'eau, la SEEG a promis de réapprovisionner ses magasins avec 32 210 compteurs prépayés Edan et 9 470 compteurs d'eau au cours des prochaines semaines.

NIGERIA

Des groupes indiens signent des accords d'investissement de 7 milliards \$ dans plusieurs secteurs

La signature des accords d'investissement fait suite aux promesses faites par plusieurs entreprises indiennes lors d'une table ronde organisée en septembre 2023 à New Delhi, en présence du président nigérian, Bola Tinubu. Des groupes indiens ont signé des accords d'investissement d'un montant global de 7 milliards de dollars avec le gouvernement nigérian, concrétisant ainsi leurs promesses faites lors d'une table ronde organisée en sep-

tembre 2023 en marge d'une visite du président nigérian à New Delhi, a annoncé le haut-commissaire indien au Nigeria, Gangadharan Balasubramanian « Sur les 14 milliards de dollars d'investissements promis par des entreprises indiennes lors de la visite effectuée en septembre 2023 par le président de la République fédérale du Nigeria à New Delhi pour participer au Sommet du G20, des accords d'un montant cumulé de 7 milliards de dollars ont déjà été si-

gnés », a-t-il déclaré à Abuja, en marge de la commémoration du 75e anniversaire de la proclamation de la République indienne, sans plus de précision. Le diplomate indien a également souligné la solidité des relations économiques entre l'Inde et le Nigeria. « Nos relations économiques et commerciales se développent. Actuellement, près de 150 entreprises indiennes sont présentes au Nigeria où elles ont déjà investi 27 milliards de dollars principalement

dans le secteur manufacturier », a-t-il indiqué. Le Nigeria avait obtenu en septembre dernier des promesses d'investissement de près de 14 milliards de dollars dans divers secteurs de la part de plusieurs entreprises indiennes. L'entreprise Jindal Steel and Power s'était alors engagée à injecter 3 milliards de dollars dans le secteur sidérurgique nigérian, alors qu'Indorama Corp a promis d'investir 8 milliards de dollars supplémentaires.

TOGO

L'Etat prévoit d'injecter 2 milliards FCFA dans le secteur pêche et aquaculture en 2024

Au Togo, le secteur de la pêche emploie plus de 20 000 personnes et contribue à près de 4,5% du PIB national, selon les dernières données rendues disponibles par le ministère de l'Economie maritime et consultées par TogoFirst. En 2024, le gouvernement togolais compte continuer de développer son sous-secteur pêche/aquaculture en y investissant jusqu'à 2 milliards FCFA. C'est près de 70% du budget

alloué pour cet exercice au ministère de l'Economie maritime (3,1 milliards FCFA). Les fonds serviront notamment à financer le PDAT (Projet Développement de l'aquaculture au Togo) en cours depuis 2022. Ils financeront également des initiatives visant à augmenter la production halieutique nationale, avec un accent particulier mis sur l'insertion de la jeunesse issue des centres de formations en aquaculture.

« Nous devons expérimenter de nouvelles approches telles que le dispositif de concentration de poissons pour faire face aux périodes de rareté des ressources halieutiques. De plus, nous nous engageons à favoriser une meilleure insertion des jeunes dans le domaine de l'aquaculture, notamment grâce à l'IFAD, et à expérimenter l'aquaculture dans la région des Savanes » a affirmé Edem Kokou Tengué, le ministre de tutelle.

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement dévoile ses projets numériques pour l'exercice 2024

Le gouvernement ivoirien poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de développement numérique à l'horizon 2025. L'exécutif a prévu 32 réformes pour un investissement de 2 000 milliards de francs CFA afin d'accélérer la transformation numérique de la Côte d'Ivoire. Ibrahim Kalil Konaté, ministre de la Transition numérique et de la Digitalisation de la Côte d'Ivoire, a présenté les projets phares de son département pour l'année 2024. C'était le vendredi 26 janvier, lors de la cérémonie de présentation des vœux au sein du ministère. Les projets énumérés par le ministre comprennent la mise en service de 5 207 kilomètres de fibre optique, la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les start-up adoptée en 2023, l'augmentation du taux de couverture de la 4G, la restructuration de la nouvelle poste... Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de développement numérique 2021-2025 qui prévoit 32 réformes pour un investissement de 2 000 milliards de francs CFA (3,3 milliards \$). Par ailleurs, le ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation s'est vu attribuer 55,6 milliards FCFA pour l'exercice 2024 afin d'améliorer la qualité de gouvernance du secteur numérique et assurer la transformation digitale de l'économie nationale par l'intégration des technologies numériques dans toutes les activités. M. Konaté estime que la transformation numérique de l'économie devrait entraîner une augmentation du PIB de la Côte d'Ivoire de 6 à 7 points et générer entre 2 000 et 3 500 milliards FCFA. De son côté la Banque mondiale estime que l'économie numérique rapportera plus de 5,5 milliards \$ à la Côte d'Ivoire d'ici 2025 et plus de 20 milliards \$ d'ici 2050, si le gouvernement et le secteur privé renforcent leurs investissements dans les cinq piliers fondamentaux de l'économie numérique.

RDC

Le canadien Tantalex produit ses premières tonnes de concentré d'étain et de tantale

En Afrique, la production d'étain est dominée par des pays comme la RDC et la Namibie. En RDC, où la compagnie Alphamin Resources produit environ 4 % de l'offre mondiale d'étain, une nouvelle usine de traitement pilotée par le canadien Tantalex vient d'entrer en service. En RDC, Tantalex Lithium Resources a lancé la production de concentré d'étain et de tantale à son projet Titan. Elle a

annoncé que l'usine de traitement a livré 10 premières tonnes de concentré d'étain de haute qualité, ainsi que 2,5 tonnes de concentré de tantale. Fin octobre 2022 lorsque la compagnie a obtenu deux concessions minières dans la région de Manono, à la place des permis de recherche qu'elle détenait précédemment, elle prévoyait lancer la production en mars 2023. L'entrée en service intervient donc plus

tard que prévu et la société précise que l'usine de traitement fonctionne actuellement à une capacité de 50 tonnes/heure sur une moyenne de 8 heures/jour. Cette capacité doit être augmentée à 130 tonnes/heure dans les trois prochains mois et 16 heures/jour. « Avec notre programme d'optimisation en cours, je suis extrêmement confiant que nous atteindrons nos objectifs de production dans un très proche avenir »,

a commenté Hadley Natus, président de Tantalex. Rappelons que selon les détails de fin octobre 2022, l'usine de traitement devrait être capable de produire annuellement 1 400 tonnes de concentré d'étain et 220 tonnes de concentré de tantale. Une partie des revenus générés par cette opération devrait servir à financer le développement d'un projet de résidus de lithium détenu par Tantalex dans la région de Manono.

PARIS

Signe un nouveau record, au-delà des 7660 points

La Bourse de Paris évolue à des niveaux historiques, jusqu'alors inexplorés, au-delà des 7660 points (+0,3%), notamment tirée par Capgemini et Publicis Groupe (+1,3%).

Également porté par la cascade de records inscrits à Wall Street, le marché parisien a engrangé 4,4% en une dizaine de jours. 'Le sentiment qui domine en Bourse est l'optimisme', résume Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Même s'il y a des incertitudes sur l'évolution de la politique monétaire, qui risquent d'être confirmées par la Réserve Fédérale cette semaine, les investisseurs considèrent que l'économie est suffisamment solide et que les résultats d'entreprises sont au rendez-vous', ajoute l'analyste qui juge les actions 'résilientes et incontournables'. Si la perspective d'un 'statu quo' de la Fed demain ne fait guère de doute, les intervenants tenteront de décrypter le discours de son président, Jerome Powell, afin d'y déceler d'éventuels indices concernant le calendrier de futures baisses de taux. Côté indicateurs, la publication vendredi du rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis fournira de nouveaux

éléments sur la conjoncture américaine. Pour l'heure, l'attention des intervenants va se concentrer sur la première estimation du produit intérieur brut au quatrième trimestre de la zone euro. En France, le PIB est resté stable au quatrième trimestre, d'après des données publiées ce matin par l'Insee, après être déjà demeuré inchangé au troisième trimestre. En moyenne sur l'année 2023, le PIB français a augmenté de 0,9% (après +2,5% en 2022 et +6,4% en 2021). Les investisseurs sont aussi dans l'attente des résultats des géants technologiques Microsoft, Alphabet et AMD, prévus ce soir et sur lesquels ils placent de grandes espérances. 'C'est une séance extrêmement importante pour quiconque souhaite savoir si la hausse de la bourse, qui résulte essentiellement de la confiance dans les valeurs tech, va se poursuivre', estime Christopher Dembik. 'Il n'y aura pas le droit à l'erreur car la saison de résultats est pour l'instant assez moyenne', tempère de son côté

Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Le professionnel fait valoir que les actions américains évoluent actuellement dans un environnement de cherté où le S&P 500 se paie 20 fois les bénéfices anticipés, en dépit de taux qui restent élevés. 'Toute publication inférieure aux attentes d'un géant de la tech cette semaine entraînera probablement des prises de gain rapides sur les indices américains, pour détendre un peu les multiples de valorisation', met-il en garde. Dans l'immédiat, l'accalmie sur le compartiment obligataire continue d'offrir un facteur de soutien aux marchés d'actions. Les rendements des bons du Trésor américain repartent à la baisse, le dix ans revenant à 4,05 % (-3,5 pts) avant le verdict de la Fed. Outre-Rhin, les Bunds à 10 ans stagnent autour des 2,23%. Le Brent est stable, autour des 82,5\$ le

baril. L'euro est aussi stable face au billet vert, autour des 1,08\$/E. Dans l'actualité des sociétés françaises, Seb annonce la construction de son premier hub d'équipement professionnel à Shaoxing, dans la province du Zhejiang en Chine, hub qui devrait être opérationnel d'ici 2025 et comprendra un centre de R&D, les achats, ainsi qu'un site de production. Engie annonce la signature avec Amazon d'un contrat d'achat d'électricité (CPPA) pour 123 MW provenant du parc éolien offshore Moray West d'Ocean Winds, au large de l'Ecosse, atteignant ainsi un total de 473 MW lorsque le site sera opérationnel au cours de l'année. Egide a fait état hier soir d'une croissance de 8,7% de son chiffre d'affaires en 2023, tout en prévenant que des facteurs géopolitiques ralentiraient sur son activité cette année, une perspective qui faisait lourdement chuter son cours de Bourse.

POINT-MARCHÉS

L'Europe dans le vert avec la baisse des rendements obligataires

Les principales Bourses européennes progressent mardi en matinée avec une nouvelle détente dans l'obligataire, mais le contexte d'attentisme lié aux décisions mercredi de la Réserve fédérale américaine et à la publication des résultats trimestriels des géants américains des nouvelles technologies limite les gains. À Paris, le CAC 40 prend 0,24% à 7.659,52 points vers 08h55 GMT, après avoir atteint un nouveau record à 7.670,23 points. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,48% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,21%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,28% et le FTSEurofirst 300 de 0,36%. Le Stoxx 600, qui a touché un nouveau sommet de deux ans, s'octroie 0,32%, cinquième séance consécutive de gains. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,15% pour le Dow Jones et une quasi stabilité pour le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq au lendemain d'une séance en hausse prudente. La tendance positive est alimentée par un nouveau reflux

des rendements obligataires aux Etats-Unis et en Europe alors que la Fed entame ce mardi une réunion de politique monétaire de deux jours, qui devrait déboucher dans l'immédiat sur un statu quo sur ses taux à leur niveau actuel. Les traders, qui parient avec une probabilité de 47% sur une baisse des taux de la Fed en mars, selon le baromètre FedWatch de CME Group, espèrent que la Fed donnera des indications sur le calendrier de son assouplissement monétaire largement anticipé par les marchés. Ces derniers voient les taux des fonds fédéraux refluer de 134 points de base cette année. En zone euro, les traders prévoient avec une probabilité de 75% que la Banque centrale européenne (BCE) baissera ses taux de 25 points de base dès avril. Outre la politique monétaire, près de 20% des sociétés du S&P-500 doivent publier cette semaine leurs comptes trimestriels, à commencer par Microsoft attendu après la clôture de Wall Street. En Europe, l'actualité des entreprises animent également

les échanges, dont Diageo, le numéro un mondial des spiritueux, qui recule de 3,37% après l'annonce d'un chiffre d'affaires inférieur aux attentes au titre de son premier semestre fiscal. Dans son sillage, Rémy Cointreau abandonne 2,03%. Toujours sur le CAC 40, Renault progresse de 0,46% au lendemain de l'annonce de l'annulation de l'introduction en Bourse d'Ampère, un pilier central de sa stratégie de transformation. Selon les analystes de Berenberg, dans un contexte d'incertitudes sur les subventions dans l'électrique et de guerre des prix, la décision de Renault peut être "considérée comme positive en fin de compte". A Londres, le groupe publicitaire WPP bondit de 4,09% à la faveur de la publication d'un chiffre d'affaires pour 2023, hors coûts refacturables, en hausse de 0,9% et d'une prévision de légère augmentation de sa marge bénéficiaire d'exploitation pour 2024. A Madrid, BBVA gagne 1,94% en réaction à un bond de 32% de son bénéfice net au titre du quatrième trimestre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Janvier 2024
Valeur : 31 Janvier 2024

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5362	134.5512
1	EUR	EURO		145.8507	145.9208
1	GBP	POUND STERLING		171.0133	171.1194
100	JPY	JAPANESE YEN		91.0135	91.0298
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7387	18.7423
1	CHF	SWISS FRANC		155.9840	156.0738
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.1311	100.1721
1	DKK	DANISH KRONE		19.5672	19.5711
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8795	12.8846
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9147	12.9203
1	AED	UAE DIRHAM		36.6244	36.6385
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8725	35.8822
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.2317	437.4226
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0405	43.4731
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4837	13.4852
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8203	27.9628
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5423	3.5427
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.1685	179.1685

ZURICH INSURANCE

La vente de ses assurances-vies en Allemagne échoue

Ce revers ne devrait pas avoir «d'effets» sur ses objectifs financiers, précise le groupe, sans donner davantage de détails. L'assureur suisse Zurich Insurance annonce dans un communiqué que la vente prévue d'un portefeuille d'assurances-vies à l'allemand Viridium n'aura pas lieu. L'assureur suisse avait scellé un accord en 2022 pour

vendre à ce groupe allemand un portefeuille englobant des contrats anciens. Il prévoyait de lui transférer des réserves équivalentes à 20 milliards de dollars (18,4 milliards d'euros à taux actuels) englobant des rentes et dotations liées à des produits d'assurance-vie souscrits il y a plus de cinq ans. Zurich Insurance espérait ainsi réduire sa sensibilité aux taux d'intérêt et améliorer

sa solvabilité. Le groupe a toutefois «été informé que Viridium Group ne réalisera pas cet achat», indique mardi l'assureur dans un bref communiqué. «Zurich est déterminé à trouver une solution pour ce portefeuille et examinera les options en temps voulu», a-t-il toutefois ajouté. Ce revers n'a cependant «pas d'effets» sur ses objectifs financiers, précise le groupe,

sans donner davantage de détails. Dans un communiqué séparé, le groupe allemand a expliqué l'abandon de cette transaction par «la structure de son actionnariat», sans entrer lui non plus dans les détails. «Nous le regrettons car cette transaction aurait offert de clairs bénéfices à nos clients», a commenté le groupe allemand dans son communiqué.

ALLEMAGNE

L'économie a broyé du noir en 2023, inquiétude pour 2024

Le dernier trimestre confirme un peu plus la faiblesse de la première économie européenne. Après ce mauvais résultat de fin d'année, le démarrage de 2024 est également inquiétant.

L'Allemagne a enregistré un recul de 0,3% de son PIB au quatrième trimestre 2023, selon une estimation publiée mardi qui confirme la faiblesse de la première économie européenne dont l'industrie et les exportations tournent au ralenti. «Après une stagnation de l'économie allemande au cours des trois premiers trimestres, la production économique a diminué au quatrième trimestre 2023», a résumé l'Office national des statistiques Destatis. Sur l'ensemble de l'année 2023, l'économie allemande s'est aussi contractée de 0,3%, avait annoncé Destatis plus tôt en janvier. L'Allemagne fait nettement moins bien que la moyenne de la zone euro, qui a atteint une croissance de 0,5% en 2023, selon Eurostat, avec des hausses marquées pour la France, l'Espagne ou l'Italie.

Crise du puissant secteur industriel

Le pays est plombé par la crise de son puissant secteur industriel, qui représente environ 20% de la richesse produite. Puissance exportatrice, l'Allemagne souffre de la faible demande extérieure, des coûts de l'énergie pour son secteur manufacturier et des taux d'intérêt relevés par la Banque centrale européenne (BCE) dans le but de vaincre l'inflation. Après ce mauvais résultat de fin d'année, le démarrage de 2024 est également inquiétant. Le moral des entrepreneurs en Allemagne a de nouveau reculé en janvier, déjouant les attentes des analystes. Les analystes de l'Institut économiques Ifo disent tabler sur une baisse de 0,2% du PIB au premier trimestre, qui conduirait l'Allemagne en récession technique (deux trimestres d'affilée de baisse du PIB) «Les entreprises de presque tous les sec-

teurs de l'économie se plaignent de la baisse de la demande», a déclaré Timo Wollmershäuser, responsable des prévisions à l'Ifo, dans un communiqué mardi. «Dans l'industrie manufacturière et la construction, les importants carnets de commandes accumulés par les entreprises pendant la pandémie de coronavirus ont maintenant fondu», a-t-il ajouté. «Bon nombre des récents freins à la croissance seront toujours présents au moins pendant les premiers mois de 2024, et auront, dans certains cas, un impact encore plus fort qu'en 2023», prédit Carsten Brzeski, analyste chez ING. S'y ajoutent de nouveaux risques pour la croissance : les grèves des conducteurs de train allemands qui ont paralysé le pays en début d'année et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues au conflit militaire en mer Rouge.

PORTUGAL

Rebond de l'économie au 4^e trimestre 2023

Le Produit intérieur brut (PIB) a rebondi de 0,8% au dernier trimestre 2023, permettant au pays ibérique d'afficher une croissance annuelle de 2,3%. Le Produit intérieur brut (PIB) du Portugal a rebondi de 0,8% au dernier trimestre 2023, après un recul de 0,2% sur les trois mois précédents, permettant au pays ibérique d'afficher une croissance annuelle de 2,3%, selon une première estimation officielle publiée mardi. Sur un an, l'activité économique

a progressé de 2,2% au quatrième trimestre de l'année dernière, après une hausse de 1,9% entre juillet et septembre, grâce à une reprise des exportations, a précisé l'Institut national des statistiques (Ine) dans un communiqué. «La contribution de la demande extérieure nette pour la variation du PIB en glissement annuel est devenue positive, car les exportations de biens et services en volume ont enregistré une croissance plus forte que les importa-

tions», a expliqué l'office statistique. L'économie portugaise avait affiché en 2022 une croissance de 6,8%, la plus élevée en 35 ans. Sur l'ensemble de l'année dernière, l'activité économique a été marquée par «un ralentissement de la consommation privée et de l'investissement», tandis que les exportations et les importations ont pour leur part «freiné nettement», a indiqué l'Ine. An troisième trimestre 2023, le PIB avait reculé de 0,2% par rap-

port aux trois mois précédents, en raison d'une réduction des exportations, dont le tourisme, un des principaux moteurs économiques du Portugal. Le gouvernement socialiste démissionnaire tablait à l'automne sur un PIB en hausse de 2,2% en 2023, puis de 1,5% cette année, mais, à la mi-décembre, la Banque du Portugal avait revu en baisse sa prévision de croissance pour 2024, à 1,2%.

ÉTATS-UNIS

Leger tassement de la croissance

La croissance américaine ne s'est que légèrement tassée au 1^{er} semestre 2023 (+0,5% t/t en moyenne par trimestre après +0,6% t/t au 2nd semestre 2022), portée par la résistance de la consommation des ménages et les bons chiffres de l'investissement productif. Les effets du resserrement monétaire, s'ils sont nets sur les conditions d'octroi de crédit, demeurent limités sur l'activité et l'emploi. La croissance au 3^e trimestre a

même été plus élevée qu'au 1^{er} semestre (1,2% t/t selon la dernière estimation disponible). Un tassement net au 4^e trimestre continue toutefois d'être anticipé, sous l'effet de la diminution du surcroît d'épargne des ménages et de l'essoufflement du moteur de la consommation privée qui devrait sensuivre. L'économie échapperait à la récession, même technique, mais pas à une contraction ponctuelle de son PIB au T2 2024. Le pic de l'infla-

tion a été atteint mi-2022, la décrue de l'inflation sous-jacente se poursuit et s'accroît. L'inflation devrait se rapprocher de la cible de 2% en 2024. Les progrès seraient jugés suffisants par la Fed pour amorcer la détente progressive de ses taux directeurs à partir du mois de mai. Il s'agirait d'éviter une hausse des taux réels, la politique monétaire resterait en territoire restrictif. La reprise attendue en 2024 s'en trouvera limitée.

ZONE EURO
Légère contraction

Selon les chiffres préliminaires, le PIB de la zone euro a enregistré une légère contraction au T3 2023 (-0,1% t/t) après deux trimestres déjà de faible croissance. Les effets négatifs du resserrement monétaire devraient encore peser sur l'activité économique cet hiver. Hormis la possibilité d'une récession technique, de faible ampleur au second semestre 2023, l'activité devrait se stabiliser au premier trimestre 2024, avant une reprise plus franche à partir du printemps. Celle-ci serait soutenue par une première baisse des taux directeurs par la BCE, que nous attendons pour avril. Cette détente monétaire accompagnerait le reflux de l'inflation qui devrait être proche de la cible de 2% en fin d'année : les taux réels et le degré de restriction monétaire resteraient à peu près inchangés. Le reflux de l'inflation apporterait toutefois, avec le dynamisme des salaires, un soutien non négligeable au pouvoir d'achat et à la consommation des ménages. La croissance devrait aussi être soutenue par le déboursement des fonds NGEU et ses déploiements sur le terrain.

ITALIE
La croissance économique moins bonne que prévu en 2023

La hausse des taux d'intérêt a freiné la demande intérieure du pays. L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 0,7% en 2023, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt qui a freiné la demande intérieure, selon une première estimation publiée mardi par l'Institut national des statistiques (Istat). La croissance est ainsi restée légèrement inférieure aux prévisions du gouvernement Meloni, qui avait tablé sur 0,8%. Au quatrième trimestre, le PIB a affiché une hausse de 0,2% par rapport au précédent.

HLCIM LTD

Le cimentier suisse veut se scinder et citer sa branche américaine à Wall Street

Le géant suisse des matériaux de construction Holcim a annoncé dimanche son intention de coter séparément en Bourse ses activités en Amérique du Nord d'ici le premier semestre 2025 en espérant les valoriser à plus de 30 milliards de dollars (27,7 milliards d'euros). Lundi, le cours de son action bondissait en Bourse. "Cette activité que nous avons en Amérique

du Nord est une rock star", a déclaré Jan Jenisch, le président du groupe suisse, lors d'une conférence téléphonique, présentant cette scission comme une évolution "naturelle" pour le groupe. Considérablement renforcée par des acquisitions, cette branche nord-américaine connaît une croissance d'environ 20% par an, son chiffre d'affaires avoisinant 11 milliards de

dollars l'an passé. Le groupe compte cependant faire croître ses ventes au-delà de 20 milliards de dollars d'ici 2030, grâce à la forte demande de maisons individuelles, aux projets d'infrastructures mais aussi aux mesures favorisant la "réindustrialisation" des Etats-Unis, a-t-il expliqué. Avec une enveloppe de 370 milliards de dollars, le plan d'investissements de l'administration du prési-

dent Joe Biden - appelé l'Inflation Reduction Act (IRA) - encourage la production notamment de véhicules électriques, batteries, bornes de recharge, panneaux solaires et éoliennes, ce qui incite les entreprises à investir sur le sol américain et à y construire des usines, soutenant par ricochet la croissance de fabricants de matériaux de construction comme Holcim.

MERCEDES

5 bides qui ont marqué l'histoire de la firme à l'étoile

Mercedes-Benz est l'une des plus anciennes marques automobiles au monde avec 138 ans d'existence. Dans sa longue et belle histoire, on ne compte plus les success-stories et, à contrario, quelques échecs que nous avons listé ici.

Mercedes Vaneo (2001-2004)

Avant de cloner le Renault Kangoo pour en faire son Citan, celui de type W415 lancé en 2012, puis l'actuelle mouture (W420 lancé en 2021) Mercedes a cogité en interne son ludospace. C'était le Vaneo qui fut au catalogue de septembre 2001 à juin 2004. La production n'a totalisé que 55 000 unités. Dans un format compact de 4,20 m, le Mercedes Vaneo code interne 414 pouvait accueillir jusqu'à 7 passagers. Le succès du modèle n'est avéré qu'en Allemagne. Ailleurs, la clientèle des particuliers comme celle des professionnels lui préfère des alternatives plus accessibles et surtout éprouvées.

Mercedes SLS Electric Drive (2012)

La supercar Mercedes SLS AMG avec ses portes s'ouvrant en aile de mouette à l'instar de celles de sa devancière la Mercedes 300 SL a fait carrière de 2010 à 2014 avec un moteur V8 6,2 litres fort de 571 à 631 ch selon les évolutions. Mais la version la plus puissante délivrant 751 ch fut la variante électrique dénommée Electric Drive. Une auto pouvant être laquée d'une robe jaune fluorescent ou bleu chromé. La valeur de couple atteignait 1 000 Nm à l'aide de 4 machines électriques, une dans chaque roue. Mais la batterie de type lithium-ion d'une capacité de 60 kWh pesait, à elle seule, 548 kg. Facturée, en 2012, 416 500 €, elle n'a séduit que 7 clients fortunés. C'est toujours mieux que l'Audi R8 e-tron qui n'a pas trouvé preneur.

Mercedes Classe R (2006-2017)

En janvier 2002, au salon NAIAS de Detroit, Mercedes dévoile le concept-car GST (pour

Grand Sport Tourer), un modèle familial qui ouvre une nouvelle voie pour la marque à l'étoile. La voiture de série, baptisée Classe R apparaît en 2006, la production prend place dans l'usine américaine de Tuscaloosa, en Alabama.

Rien n'est refusé à ce grand monospace dont la version courte atteint déjà 4,92 m et grimpe à 5,16 m en variante allongée, le moteur V8 6,2 litres de la version AMG lui octroie 510 ch.

Cette dernière reste rare puisque seule 200 unités ont été assemblées.

En 2010, le Mercedes Classe R passe par la case restylage qui métamorphose sa proue et l'harmonise avec la Classe E contemporaine, fini les optiques aux contours complexes inspirés par ceux de la CLS. Peu adapté à nos routes européennes pour lesquelles il n'a pas vraiment été conçu, le Classe R circule surtout au pays de l'Oncle Sam. Aujourd'hui sur le marché de l'occasion, les prix s'en ressentent il y a de bonnes affaires à faire.

Mercedes CLC (2008-2011)

La Mercedes-Benz CL 203 a débuté sa carrière en 2000 sous le patronyme de Classe C Sportcoupé (voir photo ci-dessus). Une appellation logique puisque que ce coupé à la poupe tronquée procédait de la Classe C contemporaine dite W 203 celle avec des projecteurs en forme de cacahuètes. Un premier restylage assez discret est opéré en 2004.

Puis changement de registre lors du second restylage en 2008. L'auto devient alors la Mercedes CLC avec une proue et surtout une poupe radicalement transformées. L'objectif étant de rentrer dans le rang en éradiquant la surface vitrée au bas du hayon. Pour combler le vide, un large troisième feu



stop barre le haut du hayon et des caches en plastique comblant les trous au niveau du haut des phares font la farce.

Mercedes Classe X (2017-2020)

Pick-up et premium ne font pas forcément bon ménage. Si Mercedes-Benz est un spécialiste reconnu des véhicules utilitaires depuis de nombreuses décennies, dans cet univers si particulier tout ne lui pas réussi. Le pick-up Mercedes Classe X qui porte le

code interne BR 470 ne resta au catalogue que de 2017 à 2020. Reprenant la base technique du Nissan Navara, il eut aussi pour clone le Renault Alaskan.

Ce ne sont donc pas ses prestations, il était capable de charger dans sa benne 1,1 tonne, ni sa conception qui sont à remettre en cause. Non son insuccès commercial est à mettre au crédit de l'inadéquation entre sa fonction et son label haut de gamme. La marque a compris la leçon et ne lui a pas donné de remplaçant.

VOLKSWAGEN GOLF 8 R (2024) RESTYLÉE

La barre des 400 ch sera-t-elle atteinte ?

En 2002, Volkswagen lance la Golf IV R32 avec un moteur VR6 3.2 litres de 241 ch et une transmission intégrale. A l'heure actuelle, la plus puissante de Golf, c'est la R qui distille 333 ch à ses quatre roues. Avec le restylage, la Golf 8R gagnera-t-elle en puissance ? En 2024, la Volkswagen Golf fête ses 50 ans. La marque allemande profitera cette semaine de l'écrin du salon Retromobile à Paris (du 31 janvier au 4 février, porte de Versailles) pour exposer, en première mondiale, la Golf 8 restylée. Cette manifestation qui sera le temple de la voiture ancienne sera aussi et surtout l'occasion de retracer l'épopée des huit générations de la berline compacte star.

Des GTI et GTE boostées...

Officialisée dès le 24 janvier dernier, la Volkswagen Golf 8 restylée a dopé ses versions de pointe. Ainsi pour rester en phase avec la concurrence, la Golf 8 GTI phase 2 dispose de

265 ch contre 245 ch avant le restylage. Et, de la même manière, la Golf GTE, hybride rechargeable est passée de 245 à 272 ch. Dans cette course à la puissance, il est légitime de se demander, si, au sommet de la gamme, la Volkswagen Golf 8 R restylée ne terminera pas sa carrière avec, elle aussi, une poignée de chevaux supplémentaires sous le capot.

Golf R400 : elle était déjà prête il y a dix ans...

Pour mémoire, la plus tonique des Golf totalise, à ce jour, la bagatelle de 333 ch. Techniquement, il est possible d'atteindre la barre des 400 ch. La Mercedes-AMG Classe A 45S en témoigne du haut de ses 421 équidés. En outre, l'on se souvient en 2014, lors des 40 ans de la Golf du concept car R 400 annonçant purement et simplement 400 ch. L'idée n'est pas nouvelle, le moteur non plus, car ce bloc 2.0 TFSI censé développer une telle puissance a



déjà été présenté dans un prototype d'Audi TT. Pour autant, rien n'a jamais franchi le cap de la série.

Primo, une telle cavalerie devient vite incompatible avec les normes antipollution sans avoir recours à

l'hybridation. Secundo, cela permettrait à la Golf R de faire jeu égal en termes de puissance avec l'Audi RS3... et alors commettre un crime de lèse majesté. Pour éviter cela, la compacte en survêtement de la marque aux anneaux pourrait être dopée à son tour dans le but de se hisser à la hauteur de la Mercedes Classe A AMG sa rivale directe. Mais en a-t-elle vraiment besoin ?

Ne pas gêner l'Audi RS3...

Car l'Audi RS3 a son pedigree. Elle a l'apanage d'un moteur 2.5 TFSI à cinq cylindres dont la sonorité demeure sans égal sur la planète automobile. En attendant de soulever son capot et avant cela de dévoiler son kit carrosserie retouché, la Volkswagen Golf R 2024 est officialisée par le biais d'un prototype encore un peu camouflé par le biais d'un film adhésif décoratif. L'auto évolue sur glace histoire de valoriser sa transmission intégrale 4Motion.

ELLES SE CHIFFRENT EN MILLIARDS DE DOLLARS !

Semi-conducteurs : de nouvelles subventions prévues au USA

L'administration Biden devrait prochainement annoncer le déblocage de nouvelles subventions. Elles seront destinées à soutenir le développement de la filière semi-conducteur aux États-Unis.

Les semi-conducteurs sont devenus un élément aussi important que le pétrole dans la rivalité des grands acteurs de la géopolitique. Dans ce domaine, les États-Unis tentent tout ce qu'ils peuvent pour freiner leur rival géostratégique chinois, tout en cherchant à maîtriser leur approvisionnement en construisant sur leur territoire des grandes usines de puces. C'est dans ce cadre que de nouvelles subventions vont être débloquées par Washington.

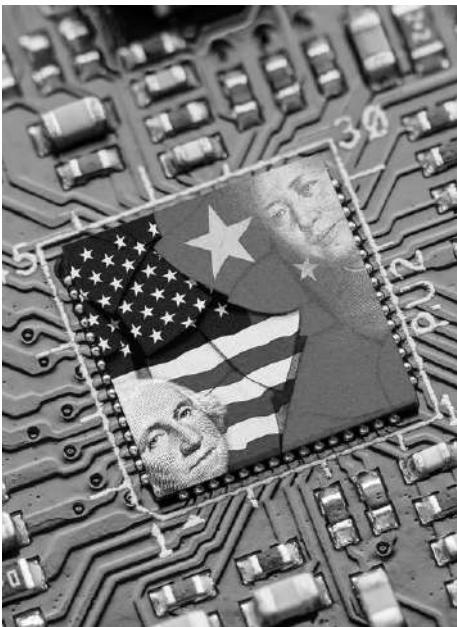
Des milliards de dollars au programme

La Maison-Blanche devrait dans les prochaines semaines annoncer la création de nouvelles subventions destinées à la filière des semi-conducteurs, selon une information du Wall Street Journal. L'objectif de l'exécutif américain est d'accélérer la production en Amérique des semi-conducteurs les plus puissants. Toujours selon la même source, qui s'appuie sur les propos de responsables in-

dustriels du secteur, les annonces officielles devraient avoir lieu avant le discours sur l'état de l'Union de Joe Biden, prévu pour le 7 mars prochain.

Intel et TSMC parmi les heureux destinataires ?

Les plus grands fabricants mondiaux de semi-conducteurs pourraient être parmi les récipiendaires de ces subventions. Il faut dire que plusieurs projets d'ampleur ont été mis en chantier ces dernières années outre-Atlantique. Intel a ainsi lancé la construction d'usines dans plusieurs états des USA, projets qui représentent au total 43,5 milliards de dollars, alors que TSMC a entamé la réalisation de deux unités à Phoenix (Arizona), avec cette fois 40 milliards de dollars d'investissement à la clé. Les deux groupes pourraient bénéficier de ces financements gouvernementaux, selon le Wall Street Journal, tout comme Samsung Electronics. Pour rappel, la secrétaire au Commerce



des États-Unis Gina Raimondo avait indiqué au mois de décembre dernier qu'une douzaine de financements serait publiquement annoncée durant l'année 2024.

SELON LA CNIL ITALIENNE

ChatGPT viole la vie privée

L'autorité italienne de protection des données (GPDP) a notifié à OpenAI une violation de vie privée. Une décision qui fait suite à une enquête de plusieurs mois sur son assistant d'IA générative ChatGPT. L'autorité italienne de protection des données (GPDP pour Garante per la protezione dei dati personali) a notifié OpenAI une violation de la vie privée. Dans sa ligne de mire, son assistant d'IA générative ChatGPT. Cette décision intervient à la suite de l'interdiction temporaire de traitement imposée à OpenAI par la commission le 30

mars 2023. Sur la base des résultats de son activité d'enquête, la GPDP a conclu que les preuves disponibles indiquaient l'existence de violations des dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD). A savoir les articles 5, 6, 8, 13 et 25. « OpenAI peut soumettre ses demandes reconventionnelles concernant les violations alléguées dans un délai de 30 jours », a expliqué la GPDP. « La commission italienne tiendra compte des travaux en cours au sein du groupe de travail ad hoc mis en place par le cadre européen

de protection des données (EDPB) dans sa décision finale sur l'affaire ».

Jusqu'à 20 M€ d'amende ou 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial

Les violations confirmées du régime paneuropéen peuvent donner lieu à des amendes allant jusqu'à 20 M€ ou jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial, voire à l'émission d'ordonnances débouchant sur des changements dans la manière dont les données sont traitées afin de mettre fin aux violations confirmées. Concrète-

ment, le fournisseur pourrait donc être contraint de modifier son fonctionnement ou supprimer tout ou partie de ses services. En mars dernier, la GPDP avait signifié à OpenAI l'absence de base juridique appropriée pour la collecte et le traitement de données à caractère personnel dans le but d'entraîner les algorithmes qui sous-tendent ChatGPT, ainsi que la tendance de l'outil d'IA aux hallucinations. Le manque de sécurisation de l'exploitation des données de son moteur par des enfants avait également été pointée.

X (EX-TWITTER) Elon Musk veut recruter des modérateurs

X.com change de braquet sur la question de la modération. La plateforme veut dorénavant recruter du personnel pour modérer le contenu. Depuis qu'Elon Musk a repris Twitter, devenu ensuite X, son objectif a été de ramener un équilibre financier sur place, et ce, en réduisant notamment les effectifs. Des milliers de personnes ont ainsi été licenciées l'an dernier, dont un bon nombre de modérateurs. De quoi laisser plus de latitude à tous les esprits plus ou moins bien intentionnés de la plateforme. Mais après de nombreuses polémiques, il semble que X change quelque peu sa position, et décide d'à nouveau recruter des modérateurs.

Une centaine de nouveaux modérateurs

L'année 2024 pourrait bien être pleine de surprises ! La preuve, c'est l'annonce par X, et relayée par Reuters, de la constitution en ce moment d'une nouvelle équipe de modérateurs. Celle-ci comprendra une centaine de personnes, et prendra ses quartiers au sein de locaux de l'entreprise situés à Austin (Texas). L'objectif de la plateforme avec ces recrutements est d'accroître fortement sa lutte contre la diffusion de contenus pédophiles. La responsable Joe Benarroch dit espérer pouvoir avoir une équipe au complet d'ici à la fin de l'année.

Les réseaux sociaux bientôt auditionnés sur la question

Le timing de cette annonce, effectuée le week-end dernier, ne doit sûrement rien au hasard. En effet, une audition est programmée ce mercredi 31 janvier au Sénat des États-Unis, qui examinera le problème de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Seront présents pour l'occasion les patrons des grandes plateformes du web, à savoir Meta, Snap, TikTok, Discord, et évidemment X.com, réseau qui sera représenté par Linda Yaccarino. En fin de semaine dernière, la plateforme avait aussi communiqué sur son bilan 2023 dans la lutte contre les contenus pédophiles. Il était ainsi expliqué dans le document que 12,4 millions de comptes avaient été suspendus l'année dernière pour avoir violé les règles dans le domaine, un chiffre très en hausse par rapport à celui de 2022 (période durant laquelle 2,3 millions de comptes avaient été suspendus pour cette raison).

Brèves

Linus Torvalds s'échauffe sur les inodes

La bonne résolution du créateur de Linux de ne pas s'énervier n'aura duré qu'un temps. Dans une discussion sur le kernel linux concernant les inodes, le ton est monté avec un contributeur de Google, Steven Rostedt. Les inodes sont pour Red Hat, « un identifiant unique pour un élément spécifique de métadonnées sur un filesystem donné ». Selon certains, cet identifiant a encore un intérêt dans l'usage de tar pour l'archivage de fichier. Linus Torvalds estime quant à lui que les inodes ont fait leur temps. Un avis contesté par Steven Rostedt qui s'est fait renvoyer rapidement dans les cordes par le bouillonnant développeur. « Et bon sang, ARRÊTEZ DE COPIER LES FONCTIONS DE NIVEAU VFS. C'était une mauvaise idée la dernière fois, et

cette fois aussi, c'est une très mauvaise idée. Je n'accepte pas ce genre de conneries ». Il ajoute par ailleurs, « Vous avez copié cette fonction sans comprendre pourquoi elle fait ce qu'elle fait et, par conséquent, votre code EST UN DECHET ». Il a ensuite mis fin à la polémique en déclarant avoir gâché suffisamment de temps sur ce sujet et que d'autres plus importants méritaient plus d'attention.

Dynatrace croque Runecast

Le fournisseur positionné sur le segment de l'APM (et maintenant de l'observabilité) a mis la main sur un spécialiste en solutions de sécurité et de conformité basées sur l'IA. Cette acquisition permettra à Dynatrace de mieux lutter contre les risques de mauvaises configurations et

de violations de la conformité dans les écosystèmes hybrides et multicloud grâce à des évaluations automatisées et en temps réel des vulnérabilités. En ajoutant Runecast, Dynatrace élargira en outre les capacités en matière de posture de sécurité pour protéger les environnements cloud natif et renforcer sa plateforme. L'opération devrait être finalisée avant le 31 mars 2024 correspondant à la fin de l'exercice fiscal de Dynatrace.

Anthropic victime d'une violation de données

Récemment, tous les clients d'Anthropic ont reçu une lettre les avertissant d'une violation de données. Selon Windows Report, l'un de leurs sous-traitants a transmis par erreur des informations de compte d'Anthropic à un

tiers qui les aurait exploité. Selon la lettre envoyée, la fuite concerne des informations incluses dans le nom du compte et les informations sur les comptes clients au 31 décembre 2023. Les données divulguées indiquent essentiellement que les utilisateurs ont des soldes de crédit ouverts chez l'éditeur. Plus de peur que de mal a priori : « ces informations ne comprenaient pas de données personnelles sensibles, y compris des informations bancaires ou de paiement, ou des invites/sorties », a indiqué le père du LLM Claude. « D'après l'enquête que nous avons menée jusqu'à présent, l'action du contractant était une erreur isolée qui n'a pas entraîné de violation de l'un de nos systèmes. Nous n'avons pas non plus connaissance d'un quelconque comportement malveillant découlant de cette divulgation ».

Mots fléchés

Amateur	↓	Insectes	↓	Train déraillé	↓	Désopilants	↓	Pâté impérial	↓	Menace la Sicile	↓	Motif de ruée	↓
Cloisonner		Pas bien gras		Ouvrir les baies		Bistrotier		Étendue marine		Insouciances		S'affaiblir	
	→		↓		↓		↓		↓		↓		
De côté	→												Auteur du Juif errant
Céder													↓
	→				Département	→			Joyeux	→			
									Un alliage				
Détacher les grains	→							Au coeur d'elle	→		Alternative	→	
Colorer								On y fait la bombe			Maladie du sang		
	→				Vermine	→							
					Détacher les grains								
Renforts	→			Blanchie	→								Fromage de l'Isère
Flagelle				Canneberge									↓
	→												
			Provocateurs	→									
Mouches du mouton	→							Jamais avant	→			Fleuve africain	
Possèdent								Exclamation					↓
	→			Fleuve suisse	→			Flatterie excessive	→				
				Écharpe				Réfléchir					
Sorti de maladie		Compte postal	→			Rhésus	→		Diffusé	→			
		Moulinets				Champignon			Dieux guerriers				
	→		↓										
								Un monde fou	→				
								Article de Cordoue					
Il ne paît plus	→			Génies du nord	→								
Petits faucons				Village normand						Gilet de laine		Château de Diane	
	→												
											Passé à Grave-lines	→	
											En feu		
Trotte en tête		Hôpital	→			L'Europe	→		Style de jazz	→			
		Mauvaise qualité				Actinium			Transpiration de bûche				
	→		↓										
				Domaines créatifs	→					Père et mer	→		
				Gaine						Expression de joie			
Petit blanc léger	→			Nauséabond	→								Futures rivières
Buccin				Armée clandestine									↓
	→					Travail du paysan	→					Négation	
						Il guide la mine							
Elle est éphémère	→							Volonté	→		Académie	→	
Envoyé de Dieu													
	→					Enchantements	→						

AIR ALGÉRIE

Des réductions de 50% pour la communauté nationale à l'étranger

Air Algérie, a annoncé mardi, une réduction exceptionnelle de 50% sur les billets des vols internationaux à destination de l'Algérie, au profit de la communauté nationale à l'étranger, durant la période du 10 mars au 13 avril prochains, coïncidant avec le mois de Ramadhan, en application des instructions du président de la République. "Cette offre de réduction spéciale pour le Ramadhan est destinée aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger afin de leur permettre de passer le mois sacré en Algérie et de maintenir les liens avec leurs familles, a indiqué à l'APS, le porte-parole de la compagnie nationale, Amine Andaloussi.

FINALE DE LA COUPE MILITAIRE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL

Le Président Tebboune préside la cérémonie de la 51e édition

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé la cérémonie de la 51e édition de la finale de la coupe militaire d'Algérie de football, mardi après-midi, au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM), "Chahid Messaoud Boudjeriou", à Benaknoun (Alger). A son arrivée, le président de la République a été accueilli, par le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), où il a écouté l'hymne national au moment ou des formations des différentes forces militaires de l'ANP lui rendaient les honneurs. Le président de la République a, par la suite, salué le Général d'Armée Commandant de la Garde républicaine, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants des Forces armées et de la Gendarmerie nationale (GN), le Commandant de la 1e Région militaire, le chef du département Emploi-préparation de l'état major de l'ANP, ainsi que le chef de service des sports militaires.

ARABIE SAOUDITE

Aramco renonce à un projet d'augmentation de production de pétrole

L'Arabie saoudite a demandé à sa compagnie nationale Aramco de maintenir sa capacité de production de pétrole à 12 millions de barils par jour, renonçant à un projet d'augmentation annoncé en 2021, a indiqué le groupe pétrolier mardi.

« Aramco annonce avoir reçu une directive du ministère de l'Energie pour maintenir sa capacité maximale durable à 12 millions de barils par jour (mbj) » au lieu de la porter à 13 mbj comme prévu, a indiqué la société dans un communiqué.

« La compagnie mettra à jour ses prévisions de dépenses d'investissement lorsqu'elle annoncera les résultats annuels de 2023 en mars », a-t-elle ajouté. Ses recettes devraient financer le vaste programme de réformes économiques et sociales intitulé « Vision 2030 », et visant à préparer le royaume saoudien à l'après-pétrole. Le pays avait annoncé son intention d'augmenter sa capacité de production quotidienne de brut d'un million de barils en octobre 2021, le même mois où il s'était engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, suscitant le scepticisme des défenseurs de l'environnement.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du texte de loi modifiant et complétant la loi sur l'aviation civile

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi, le texte de loi modifiant et complétant la loi fixant les règles générales relatives à l'aviation civile, lequel intervient pour adapter la réglementation nationale aux normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Intervenant à l'issue de l'adoption dudit texte lors d'une plénière au Conseil de la nation, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Basma Azouar, le ministre des Transports, M. Mohamed El Habib Zahana a salué l'introduction de "ce nouveau jalon à l'arsenal juridique", soulignant son importance dans "le développement de la législation nationale régissant l'aviation civile et son adaptation aux lois et normes internationales". Le ministre a réaffirmé "sa sincère volonté de travailler de concert au mieux des intérêts du pays et des citoyens, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". De son côté, le président de la Commission de l'équipement et du développement local au Conseil de la nation, Lyes Achour, a mis en avant l'intérêt accordé par l'Etat au secteur du transport aérien, notamment "dans le cadre des programmes tracés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de promouvoir le secteur". Avant le vote du texte de loi, le rapporteur de la Commission, Mohamed Ben Teba, avait donné lecture du rapport complémentaire sur ledit texte, indiquant qu'au regard

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 31 janvier 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

de l'importance et de la sensibilité de ce domaine, ce texte de loi modifiant et complétant la loi 98-06 fixant les règles générales relatives à l'aviation civile, intervient "pour remédier aux lacunes enregistrées, en adaptant la législation nationale régissant le transport aérien dans notre pays aux données et aux développements que connaît le domaine de l'aviation civile internationale". Ainsi, la Commission a salué les amendements contenus dans le texte de cette loi, estimant qu'ils " constitueront une cadre législatif supplémentaire qui devra contribuer avec efficacité à l'amélioration et à la promotion de la garantie de la sécurité et de l'intégrité aériennes, d'une part et la protection des droits des voyageurs, d'autre part". La Commission a, par ailleurs, préconisé la nécessité d'"accélérer la cadence de l'élaboration des textes réglementaires en lien avec le texte de loi" et d'assurer la formation indispensable en matière de sécurité aérienne pour tous les fournisseurs des prestations d'aviation civile, ainsi que de la nécessité de la disponibilité du facteur de professionnalisme dans les transporteurs aériens, de le respecter et d'œuvrer à sa pérennité. Le texte de loi vise à introduire de nouvelles dispositions à même de permettre à l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) d'élaborer des instructions techniques pour mettre en œuvre un ensemble de normes et de recommandations imposées par l'OACI. L'introduction de ces dispositions vise à faciliter les procédures de mise à jour de la réglementation de l'aviation civile algérienne, dans le cadre du processus perma-

nent et continu de conformité aux normes et recommandations de l'OACI, stipulées dans les 19 annexes. Ledit texte s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé sous toutes formes, à travers l'échange de données sur les passagers, à savoir la collecte d'informations et de données de réservation (PNR), d'enregistrement et d'embarquement (API). A ce titre, l'OACI incite à mettre en place un système d'échange de données sur les passagers, appuyé par des textes légaux et réglementaires, à travers un ensemble de normes et de recommandations inscrites dans le chapitre IX de l'annexe 19 de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale. M. Zahana a affirmé lors de sa présentation du texte devant les membres du Conseil de la nation que le texte se veut un appui législatif indispensable à l'activation de l'Unité nationale d'informations passagers (UNIP), au regard de ses dispositions qui obligent les transporteurs et les tour-opérateurs à assurer l'envoi des données à l'UNIP, en sus des sanctions administratives qui en résultent. Pour ce faire, "il a été suggéré l'ajout de dispositions et d'articles qui prévoient l'obligation pour les transporteurs aériens de collecter les données relatives aux passagers et de les envoyer à l'instance chargée du traitement des informations des passagers, ainsi que des sanctions administratives qui résultent de chaque contravention commise par le transporteur aérien, du fait de son manquement aux obligations fixées dans ce texte de loi", selon l'exposé du ministre.

BOUMERDES

Plus de 20 millions DA pour le réaménagement du port de Dellys

Une enveloppe de plus de 20 millions DA a été affectée au réaménagement du port de Dellys à l'est de Boumerdes, un des plus vieux ports du pays, afin d'assurer de meilleures conditions de travail aux pêcheurs et aux professionnels de la mer, a-t-on appris

lundi auprès de l'Assemblée populaire communale (APC) de Dellys. "Le projet de réaménagement, prévu au lancement au début de la semaine prochaine, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan communal de développement (PCD) pour l'exercice 2024 de la commune

de Dellys", a indiqué, à l'APS, le président d'APC, Mahfouf Ouali. Le projet prévoit la réhabilitation de l'Ecole de formation dans les métiers de la pêche "Chahid Ahmed Zerrouni", comptant huit (8) salles de classes d'une capacité globale de 200 places pédagogiques, si-

tuées dans l'enceinte du vieux port de Dellys et opérationnelle depuis une vingtaine d'années. A cela s'ajoute la rénovation de l'établissement et sa dotation en équipements nécessaires pour améliorer les conditions de formation des stagiaires, selon le même responsable.

CHU DE CONSTANTINE

Réception prochaine des travaux d'extension du Centre anti-cancer

Les travaux d'extension du Centre anti-cancer (relevant du Centre Hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis de Constantine "tirent à leur fin et seront réceptionnés incessamment", a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. D'une capacité de 62 lits, la nouvelle infrastructure a été dotée d'un accélérateur de ra-

diothérapie de nouvelle génération, a fait savoir la même source ajoutant que toutes les dispositions nécessaires ont été prévues pour permettre à ce service hospitalier de fonctionner de manière efficiente. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle visant à lutter contre le cancer, a-t-on rappelé, précisant que le CAC

du CHU Benbadis (Constantine) recense annuellement plus de 1.200 cas de cancer. L'extension du CAC comprend 4 étages, a-t-on expliqué soulignant qu'un matériel de pointe sera installé pour permettre à la nouvelle infrastructure d'accompagner les efforts en cours visant la mise à niveau du service public dans le domaine de la santé.